



Le Sahel

NUMERO
10058

MARDI
19 Janvier 2021

150 FCFA

6^{ème} édition du
CHAN au Cameroun
**Sortie capitale
pour le Mena,
jeudi prochain
à Japoma**

P. 16

● A la Primature

Le Premier ministre préside la réunion du Conseil National de Sécurité



Lors de la réunion

Issa Moussa / ONEP

Par délégation de pouvoir, que lui a accordée le Chef de l'Etat, le Premier ministre, Chef du gouvernement SE. Brigi Rafini, également Vice-président du Conseil National de Sécurité (CNS) a présidé, hier matin à son cabinet, la réunion dudit Conseil. Cette instance regroupe certains membres du gouvernement et des hauts

responsables des Forces de défense et de sécurité. Le CNS, faut-il le rappeler, est un organe constitutionnel qui donne des avis sur les questions relatives à la sécurité nationale, à la défense de la Nation, à la politique étrangère et de manière générale sur toutes les questions liées aux intérêts vitaux et stratégiques du pays.

● Lutte contre le coronavirus en milieu scolaire



DR

L'ONG ADESA apporte son appui aux écoles des localités périphériques de Niamey

P. 2

● Les morceaux de savon et les cadeaux aux filles de salle

Une pratique corrompue déguisée à multiples conséquences ?

P. 2

● Vente d'aliments exposés à la poussière ou dans des endroits insalubres

De risques graves d'intoxication alimentaire pour les consommateurs

P. 9

● Lutte contre le coronavirus en milieu scolaire

L'ONG ADESA apporte son appui aux écoles des localités périphériques de Niamey

En soutien aux efforts du gouvernement du Niger pour freiner la contamination liée à la COVID -19, en particulier en milieu scolaire, l'ONG Action pour le développement du Sahel (ADESA), appuyée par l'ONG HUMEDICA international, a mis à la disposition de certains établissements scolaires de la commune rurale de Liboré, localité située à une dizaine de kilomètres de la capitale, des kits d'hygiène, d'assainissement et de protection. Le lancement officiel de l'opération de remise symbolique du don s'est déroulé, hier matin, au CES Liboré. C'est le responsable WASH de l'ONG ADESA, M. Isidore Kossi Glokpor qui a remis le don au maire adjoint de la commune rurale de Liboré, M. Amadou Moussa.

Cet appui de l'ONG ADESA se justifie par le fait que la pratique des gestes barrières prônée par l'État reste et demeure le moyen le plus sûr, efficace et moins embarrassant pour casser la chaîne de transmission afin de stopper la progression du virus. Ainsi, ce don composé de 200 cartons de savons, de 700 unités de cache nez, de 8 dispositifs de lavage de mains et de 20 flacons de gel hydro alcoolique, est destiné à 3 établissements scolaires de la commune rurale de Liboré. Le choix des écoles bénéficiaires n'est

pas fortuit, selon le responsable WASH de l'ONG ADESA. «C'est pour endiguer la propagation de la maladie à coronavirus dans

les établissements à l'entrée de Niamey, épicerie de la maladie», a précisé M. Isidore Kossi Glokpor.

Le responsable WASH de l'ONG ADESA a également indiqué que, les activités de sensibilisation qui seront menées dans ces écoles contribueront à une prise de conscience collective sur les menaces de cette pandémie, afin de tendre vers zéro contamination dans les écoles et au sein de la population.

En réceptionnant le don, le maire adjoint de la commune rurale de Liboré, M. Amadou Moussa a réitéré



Un échantillon du kit offert



Remise symbolique du don au maire adjoint

ses remerciements à l'endroit de l'ONG ADESA pour cet appui qui n'est pas le premier du genre. En effet, a rappelé M. Amadou Moussa, l'ONG ADESA a apporté son soutien à la commune aux moments des inondations qui ont occasionné d'importants dégâts. Pour sa part, le proviseur du CES Liboré, M. Oumarou Boubacar s'est d'abord réjoui du fait que son établissement soit parmi les écoles bénéficiaires et a rassuré les responsables de l'ONG ADESA d'un usage rationnel du matériel pour atteindre l'objectif visé, qui est de lutter contre la COVID-19.

Notons que l'ONG Action pour le développement du Sahel (ADESA) est une organisation qui contribue au développement socio-économique des pays sahéliers à travers des actions communautaires touchant la vie sociale dans son ensemble. C'est ainsi que depuis le début de ses activités en 2015, l'ONG ADESA intervient dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'aide d'urgence et la prévention.

● Issoufou A. Oumar

● Communiqué de presse

Le Président de la FIFA soutient le redémarrage du football africain au Cameroun

Le Président de la FIFA (www.FIFA.com) Gianni Infantino revient d'une visite de deux jours au Cameroun. Ce déplacement lui a permis de rencontrer des personnalités importantes du pays, ainsi que les principaux dirigeants de la Confédération Africaine de Football (CAF) et de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot). Cette visite coïncidait en outre avec le coup d'envoi du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN), disputé du 16 janvier au 7 février 2021 dans trois villes camerounaises.

Vendredi, le Président de la FIFA a été reçu en audience privée par Paul Biya, le président de la République du Cameroun, au palais de l'Unité de Yaoundé. Dans la foulée, il a assisté à une cérémonie au cours de laquelle Issa Hayatou a été fait prési-

dent d'honneur de la CAF, après avoir dirigé l'institution de 1988 à 2017.

"J'ai eu le plaisir d'informer le président Biya du rôle tenu par la FIFA dans la relance du football non seulement au Cameroun, mais aussi dans toute l'Afrique et dans le monde", a déclaré le Pré-

sident de la FIFA, accompagné pour l'occasion du président de la CAF, Constant Omari. Par la suite, Gianni Infantino a rencontré le Premier Ministre camerounais Joseph Ngute.

"Durant nos échanges avec les dirigeants de la CAF et de la Fecafoot, j'ai pu mesurer à quel point il était important que la FIFA témoigne de son soutien au football au Cameroun et à tout le continent africain. La période est cruciale car le Championnat d'Afrique des Nations, la première compétition internationale de l'année 2021, vient de débiter. Les spec-

tateurs ont la possibilité d'assister aux matches, dans le respect des mesures de sécurité que nous avons adoptées", a ajouté le Président Infantino. "La reprise de la compétition en Afrique, et notamment dans un grand pays de football comme le Cameroun, est un message positif adressé à l'ensemble de la communauté."

Avant de partir, Gianni Infantino a assisté à la cérémonie d'ouverture et au match d'ouverture du CHAN au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé, qui a vu le Cameroun s'imposer face au Zimbabwe. En tout, 16 équipes nationales

africaines participent à la sixième édition du Championnat d'Afrique des Nations, une compétition biennale réservée aux joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs.

Ce tournoi a, par ailleurs, bénéficié du soutien de la FIFA. En effet, depuis octobre 2020, la CAF utilise la subvention du fonds de soutien Covid de la FIFA (2 millions d'USD) pour relancer ses compétitions. Les procédures médicales, les vols et l'hébergement du CHAN ont été financés de cette façon.

FIFA

● *Les morceaux de savon et les cadeaux aux filles de salle*

Une pratique corruptive déguisée à multiples conséquences ?

Deux morceaux de savon, de l'eau de javel et un "petit cadeau" en numéraire pour les filles de Salle. C'est ce que doit apporter chaque femme qui part pour un accouchement dans nos maternités notamment publiques. Légale ou illégale, normale ou illégitime, cette pratique est bien connue des ménages. Pourtant le Niger a décrété depuis plus d'une décennie la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Cette pratique qui s'apparente à de la corruption dans le secteur de la santé cause beaucoup de torts surtout en milieu rural où les revenus des ménages sont très faibles. Et malheureusement, cette pratique banale cache d'autres comportements plus préjudiciables à l'équité dans l'accès aux soins : trafic d'influence, racket déguisé, favoritisme, mauvais accueil et mépris pour les plus démunis etc. Dans la capitale Niamey comme dans les centres de santé en région, les usagers s'en accommodent à contre cœur. Cas de Dosso.



Archives ONEP

Une salle de travail

Les agents de santé que nous avons rencontrés refusent d'admettre l'évidence. Cependant, cela ne change en rien la réalité. Une sage-femme à la maternité du quartier Lacouroussou de Dosso nie catégoriquement l'existence de cette pratique. Par contre, une vendeuse en pharmacie donne une autre version sur la pratique. Quoiqu'il en soit, les témoignages des usagers concordent. Assise sur un banc et pensive, une vieille dame (ayant voulu garder l'anonymat) confie qu'elle est dans

le mari de la jeune femme m'a remis 5.000 FCFA. J'ai payé 5 morceaux de savons et de l'eau de javel afin de remplir les conditions exigées dans le centre», explique-t-elle. Ayant passé la nuit là-bas, elle a affirmé avoir remis les deux morceaux à la sage-femme et garde les 3 autres dans un sachet qui contenait déjà quelques morceaux de tissus qui devaient servir à couvrir le bébé et un chemisier qui a été offert à la future maman par une bonne volonté. Mais, le sachet avec son contenu a disparu de la

malchance, le mari ne glisse pas de "petit cadeau" après l'accouchement, au prochain retour sa femme en payera les frais, autrement dit elle recevra un mauvais accueil. «Plus tu as la main large, mieux on s'occupe de toi, c'est ça la réalité», confie-t-elle avec un sourire triste.

Tout comme cette dame, beaucoup de femmes ont été confrontées à ce problème. Une autre dame rencontrée à la sortie du centre, affirme qu'elle a vécu pire dans une maternité de la place où l'accueil

filles de salle.

En outre, ce qui se passe dans les villages est encore plus choquant. Maimouna native de Fada Zeno et vivant à Gnouga a confié que pour un accouchement au CSI de son village, il faut en plus des deux morceaux de savon payer 2500FCFA et aussi apporter deux bidons d'eau qui servira soit disant à laver la salle d'accouchement. Ainsi, chaque femme doit apporter cela au risque de subir le courroux du médecin qui, n'hésiterait pas à se rendre chez les usagers pour réclamer "son dû" s'est-elle indignée. «On est obligé de trouver l'argent avant l'accouchement sinon on sera négligé et ignoré. On peut même accoucher dehors, cela ne leur dira rien», a confié Maimouna. A l'hôpital de Dosso également cette pratique se fait, mais sous une autre forme, selon les explications d'une vieille dame qu'on a surnommée "Ina". Cette femme, visiblement triste, vient juste de l'hôpital où elle a perdu la jeune maman qui n'avait pas encore fini sa quarantaine. «On nous a prescrit une ordonnance comportant des médicaments couteux que le mari, malgré ces faibles moyens, a payé. Cet argent aurait servi à payer du lait au nourrisson», s'est-elle plainte. Auparavant, elle a soutenu que rien que le lit d'hospitalisation lui est pratiquement "vendu". «À cela s'ajoute le fait que pour voir un médecin, il faut glisser des "dessous de table" si on veut être vite prise en charge», déplore-t-elle. Force est de constater que

ces pratiques gangrènent de plus en plus le secteur de la santé. Elles ne sont pas sans conséquences. En effet, ce sont ces pratiques qui expliquent la désertion des centres surtout en milieu rural à cause de ces coûts illégaux. Elles favorisent aussi l'accouchement à domicile sans assistance médicale engendrant ainsi souvent des complications et même la mortalité infantile.

Les agents de santé reflétaient autrefois une image positive qui évoque la compassion, mais aujourd'hui, ils sont perçus comme des "croque mort", des "sans cœur" du fait du comportement de certains d'entre eux. Les usagers se plaignent de plus en plus des pratiques corruptives déguisées qui ont cours dans les centres de santé. Face à cette situation plus qu'agaçante qui a des répercussions sur les prestations de soin, les usagers espèrent que des décisions idoines seront prises par l'Autorité compétente qu'est la HALICIA afin d'éradiquer ces pratiques dans les centres de santé censés être des havres de secours et de compassion mais hélas transformés par certains agents en véritables centres commerciaux.

NDLR : Cet article a été réalisé dans le cadre d'une résidence d'écriture organisée par la HALCIA sur le journalisme d'investigation

● **Rahila Tagou, Envoyée spéciale**



L'eau de javel et le savon, le casse-tête pour certains

ce centre depuis la veille avec une jeune future maman en travail. La quinquagénaire ne cache pas son mécontentement et sa frustration quant aux pratiques qui se font dans le centre. En effet, a-t-elle expliqué, la jeune femme qu'elle a accompagnée est un cas social dont le mari a beaucoup de mal à joindre les deux bouts. «Ainsi, connaissant la coutume des deux morceaux de savons,

salle. «Ce qui m'a beaucoup choqué c'est le fait qu'en plus des autres morceaux de savon, les morceaux de tissus ainsi que le chemisier ont été pris alors qu'auparavant nous avons donné les deux morceaux de savon exigés. Cette femme, son mari n'a rien; alors comment allons-nous faire ?», s'interroge-t-elle, ajoutant que malgré le fait que ces morceaux de savons aient été remis, si par

laisse beaucoup à désirer. La première phrase sortie de sa bouche est «Di ne sin da norou, ni sin da meh-sanni» autrement dit «si tu n'as pas d'argent, tu n'as pas ton mot à dire». Elle témoigne que cette pratique de morceaux de savon et "petit cadeau" est devenue une habitude au point où quand on ne l'a pas, on se force de l'avoir de peur de faire face aux "représailles" des agents de santé ou des

UMOA-Titres
Bâtir un Marché Intégré des Titres Publics

EMISSION PAR ADJUDICATION D'OBLIGATIONS DU TRÉSOR DU MALI TIT 610 - IBC

A L'ATTENTION DU DIRECTEUR NATIONAL DE LA BCEAO

Nous avons l'honneur de vous informer que le Trésor Public du Mali envisage d'émettre des Obligations Assimilables du Trésor par voie d'adjudication ouverte à tous les investisseurs, selon les caractéristiques ci-après :

Émetteur	État du Mali
Montant mis en adjudication	40 000 millions de FCFA
Date de l'adjudication	27 janvier 2021
Date de valeur	28 janvier 2021

Cette opération est composée de deux lignes de titres comme suit :

1^{ère} ligne

Valeur nominale unitaire	10 000 F CFA
Durée	3 ans
Amortissement	In fine
Échéance	28 janvier 2024
Taux d'intérêt	6,00%

2^{ème} ligne

Valeur nominale unitaire	10 000 F CFA
Durée	5 ans
Amortissement	In fine
Échéance	28 janvier 2026
Taux d'intérêt	6,20%

NOUS VOUS SAURIONS GRÉ DES DISPOSITIONS QU'IL VOUS PLAIRA DE FAIRE PRENDRE EN VUE DE PORTER CETTE INFORMATION À LA CONNAISSANCE DES INVESTISSEURS CONCERNÉS. VEUILLEZ ÉGALEMENT PRENDRE TOUTE DISPOSITION NÉCESSAIRE POUR PUBLIER L'AVIS D'APPEL D'OFFRES CI-JOINT **SUR UN QUART DE PAGE** À RAISON DE DEUX (2) PARUTIONS (EN NOIR ET BLANC), DANS LES JOURNAUX CI-APRÈS ET PORTER LES FRAIS DE PUBLICATION AU DÉBIT DU COMPTE ORDINAIRE DU TRÉSOR MALIEN À LA BCEAO :

BENIN (Quotidien National)	BURKINA FASO (Quotidien National)	CÔTE D'IVOIRE (Quotidien National)	GUINÉE-BISSAU (Quotidien National)
MALI (Quotidien National)	NIGER (Quotidien National)	SENEGAL (Quotidien National)	TOGO (Quotidien National)

Dakar, le 15 janvier 2021

Le Directeur de UMOA-Titres,



Adrien DIOUF

Classe : Titres des Services / Centre de Régulation de la BCEAO / Département des Trésoriers des émissions de titres publics

Dit. Général De Gaulle
BP : 4709 Dakar - RP - Sénégal
Tél. : +221 33 849 28 28
E-mail : agenceumoa@umoa-titres.org
Site web : www.umoa-titres.org

UMOA-Titres

AVIS D'APPEL D'OFFRES
ÉMISSION PAR ADJUDICATION
DU 27/01/2021

ÉMISSION SIMULTANÉE
— L'AGENCE UMOA-TITRES ET LE TRÉSOR DU MALI —

partant de la connaissance du public de l'engagement en appel d'offres pour la cession d'Obligations du Trésor, nous les tenons par les suivants :

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DU MALI	
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 40 000 MILLIONS DE FCFA	
DATE DE VALEUR	: 28 janvier 2021	
Adjudications	OAT 3 ans	OAT 5 ans
Valeur nominale unitaire (en FCFA)	10 000 F CFA	10 000 F CFA
Prix	Multiples	Multiples
Taux d'intérêt	6,00%	6,20%
Échéances	28 janvier 2024	28 janvier 2026

— DÉPÔT DES SOUMISSIONS —

Date : mercredi 27 janvier 2021 à 16h30 (Heure locale)

Les offres seront reçues à travers l'application SAGETI-UMOA

OAT 3 ans: Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,00% l'an dès la première année.

OAT 5 ans: Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,20% l'an dès la première année.

Date: le 15 janvier 2021

Le Directeur de l'Agence UMOA-Titres
M. Adrien DIOUF

Le Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique de la République de Mali
M. Sidi Alimouctar OUMAR

UMOA-Titres

ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RÉSULTATS DE L'ÉMISSION SIMULTANÉE D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DU SÉNÉGAL DU 15 JANVIER 2021

L'Agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le vendredi 15 janvier 2021, à la demande de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor du Sénégal, l'émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor respectivement à trois (3) ans et cinq (5) ans pour un montant de 75 milliards.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Sénégal en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 15 janvier 2021, suivant un système d'enchères à prix multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

RESULTAT GLOBAL		
Montant global des soumissions (F CFA)	84 805 000 000	
Dont ONC	ND	
Montant retenu (F CFA)	79 800 000 000	
Dont ONC	ND	
Taux de couverture	113,07%	

Émission simultanée du 15 janvier 2021	OAT 3 ans	OAT 5 ans
	Montant global des soumissions (F CFA)	39 754 000 000
Dont ONC	ND	ND
Montant retenu (F CFA)	36 750 000 000	43 050 000 000
Dont ONC	ND	ND
Montant Net	36 732 389 600	42 716 694 500
Prix Marginal	99,7300%	98,5000%
Prix Moyen Pondéré	99,9534%	99,2258%
Rendement Moyen Pondéré	5,82%	5,88%
Nombre de soumissions	26	35
Nombre de participants	15	17
Taux d'absorption	92,44%	95,56%

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public du Sénégal, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 15 janvier 2021

Le Directeur
Adrien DIOUF

BP : 4709 Dakar - RP - Sénégal | Tél. : +221 33 849 28 28 | E-mail : agenceumoa@umoa-titres.org | www.umoa-titres.org

UMOA-Titres

ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RÉSULTATS DE L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DU NIGER DU 14 JANVIER 2021

L'Agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le jeudi 14 janvier 2021, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger, l'émission d'Obligations Assimilables du Trésor à trois (3) ans pour un montant de 20 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Niger en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 14 janvier 2021, suivant un système d'enchères à prix multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions (en FCFA)	89 989 600 000
Dont ONC	ND
Montant retenu (en FCFA)	22 000 000 000
Dont ONC	ND
Montant Net	22 050 273 500
Prix Marginal	100,0500%
Prix Moyen Pondéré	100,2285%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	6,06%
Nombre de soumissions	72
Nombre de Participants directs	32
Taux de couverture	449,95%
Taux d'absorption	24,45%

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public du Niger, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 14 janvier 2021

Le Directeur
Adrien DIOUF

BP : 4709 Dakar - RP - Sénégal | Tél. : +221 33 849 28 28 | E-mail : agenceumoa@umoa-titres.org | www.umoa-titres.org

● *Communiqué de presse du Procureur Général près la Cour d'Appel de Niamey*

Poursuite de l'enquête suite à la saisie de drogue dans un véhicule venant de Dosso

Le vendredi 08 janvier 2021, un véhicule sans immatriculation venant de Dosso et faisant route en direction de Niamey, a brisé les barrières de la police de Dosso et de la douane de Kouré avant d'être rattrapé par les éléments de la Brigade Nationale d'Intervention (BNI) de la douane, à l'entrée de Niamey où les occupants ont pris la fuite en abandonnant le véhicule.

Les vérifications ont permis de découvrir que ledit véhicule transportait une importante quantité de drogue. L'enquête aussitôt ouverte par l'Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants (OCRTIS), a permis l'interpellation non seulement des fugitifs, mais aussi de plusieurs autres personnes en lien avec les faits. A ce jour, il a été procédé à la saisie de 141 briques de cannabis d'un poids de 124,125 Kg et à l'interpella-

tion de 07 personnes dont un militaire et deux fonctionnaires de la Justice relevant du ressort de la Cour d'appel de Niamey.

Les investigations se poursuivent dans le strict respect des droits de la défense pour identifier et interpellier toutes les personnes qui sont impliquées dans la commission de ces faits en vue de les traduire devant les juridictions compétentes qui appliqueront la loi dans toute sa rigueur; Le Procureur Général

adresse ses vives félicitations à l'OCRTIS et à la douane nigérienne pour les efforts sans cesse déployés en vue de mettre les populations nigériennes à l'abri des méfaits de la drogue. Lance un appel aux citoyens afin de continuer à apporter leur appui aux services d'enquête en leur fournissant toutes les informations susceptibles de permettre l'identification et l'interpellation des auteurs et complices du trafic, de la cession et de la consommation de drogue dont les

effets néfastes sur la santé physique et mentale des populations n'est plus à démontrer.

Enfin, rassure l'opinion que l'institution judiciaire mettra tout en œuvre pour faire la lumière sur cette affaire, situer les responsabilités quel que soit le niveau, et veiller à ce que justice soit rendue dans un délai raisonnable.

Fait à Niamey,
le 14 janvier 2021

Le Procureur
Général

● *Communiqué de presse*

La 6^{ème} Semaine du PIDA qui discutera des priorités en matière d'infrastructures en Afrique peut enfin commencer

Tous les systèmes fonctionnent alors que la sixième session de la Semaine consacrée au Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) a débuté hier lundi pour examiner les progrès, partager les expériences et établir un consensus sur les principaux projets d'infrastructures qui portera l'Afrique au prochain stade de développement.

La 6^{ème} édition fournira une plate-forme visant à promouvoir et commercialiser les projets prioritaires du PIDA et faciliter le partage des leçons et des expériences sur la mise en œuvre des pro-

jets clés. Les priorités des infrastructures de l'Afrique pour 2021-2030 seront fixées au cours de la semaine. En tant qu'initiative continentale, le PIDA fournit un cadre commun aux parties pre-

nantes africaines dans le but de construire des infrastructures nécessaires visant à intégrer l'Afrique physiquement, économiquement et socialement. Cette initiative offre des opportunités pour stimuler le commerce intra-africain, créer de nouveaux emplois pour la population croissante du continent et améliorer dans son ensemble la situation socio-économique sur le continent, et fournir les infrastructures et l'environnement nécessaires pour faciliter la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) révolutionnaire.

S'exprimant en amont de la réunion qui a pour thème, « Nouvelle décennie, nouvelles réalités, nouvelles priorités - Positionner le PIDA et le développement des infrastructures dans la croissance continue et la relance économique de l'Afrique » et qui se tiendra virtuellement, Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), déclare qu'avec la ZLECA prête à régler les défis d'investissements de l'Afrique, il est urgent de remédier au déficit d'infrastructures du continent.



« La sixième édition de PIDA nous permet de faire le point avec toutes les autres parties prenantes ; examiner et réfléchir aux progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme ; discuter des moyens de surmonter les défis et penser différemment pour trouver des solutions possibles ; partager les leçons apprises, identifier et convenir des moyens d'améliorer la mise en œuvre, surtout maintenant que la ZLECA est opérationnelle », dit-il.

Le PIDA est le cadre stratégique de l'Union africaine pour le développement des infrastructures régionales et continentales. La CEA s'associe chaque année avec la CUA, la GIZ, AUDA-NEPAD et d'autres pour accueillir cet événement qui rassemble les initiatives d'infrastructures continentales et les plans directeurs régionaux en un programme cohérent d'investissement dans les in-

frastructures avec une stratégie de mise en œuvre et un portefeuille de projets pour une mise en œuvre prioritaire. Alors que des progrès sont enregistrés dans la mise en œuvre du PIDA, des défis tels que le manque de financement ; le manque de capacités pour la préparation des projets ; la participation limitée du secteur privé aux projets d'infrastructures et la nécessité de résoudre les problèmes de gouvernance et de créer un environnement juridique, politique et réglementaire favorable, entre autres, continue d'affecter le rythme de mise en œuvre.

La Semaine consacrée au PIDA a été inaugurée en 2015 en tant que forum visant à rassembler les principales parties prenantes dans la mise en œuvre de l'initiative PIDA.

(Source : Commission économique pour l'Afrique)



ADDENDUM


Référence : Appel d'Offres N°01/HC3N/PECEA/2020 publié le 31 décembre 2020 dans le Sahel

Lire : Pour la fourniture en un (1) lot de cinq cent quarante-huit (548) motopompes au lieu de deux cent soixante-quatre (264) motopompes

Date et heure de dépôt : 1^{er} février 2021 à 11 heures

Date d'ouverture : 1^{er} février 2021 à 12 heures

M. MAHAMAN SANI ABDOU

 République du Niger Ministère de la Santé Publique Hôpital de Référence de Maradi Etablissement Public à caractère Administratif				Marchés Publics PLAN PREVISIONNEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS DE L'HÔPITAL DE REFERENCE DE MARADI POUR L'ANNEE 2021														
				DONNEES SUR LA PASSATION DES MARCHES														
				Ref. No. (1)	Objet du marché	PRM	Mode de passation du marché (3)	GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES					EVALUATION DES OFFRES		
Montant Estimatif (Francs CFA) (4) HORS TAXES (HT)	Accord DGCMP pour MNED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO à la DGCMP ou au CF (6)	Date de réception avis de la DGCMP ou au CF (7)					Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis DGCMP ou CF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CF et engagement (15)	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)	
1	Alimentation	DG	prévision réalisation	AOON	PM		11-janv-21	17-janv-21		21-janv-21	22-févr-21	25-févr-21	26-févr-21		05-mars-21	11-mars-21	12 Mois	Budget HRM
2	Habillement couchage lingerie et barrières de protection	DG	prévision réalisation	DC	PM		22-févr-21	01-mars-21		03-mars-21	09-mars-21	10-mars-21	12-mars-21		19-mars-21	24-mars-21	60 Jours	Budget HRM
3	Entretien batiments	DG	prévision réalisation	DC	PM		11-janv-21	17-janv-21		21-janv-21	22-févr-21	25-févr-21	26-févr-21		05-mars-21	11-mars-21	12 mois	Budget HRM
4	Grosses réparations matériels et outillages	DG	prévision réalisation	DC	PM		11-janv-21	17-janv-21		21-janv-21	22-févr-21	25-févr-21	26-févr-21		05-mars-21	11-mars-21	12 mois	Budget HRM
5	Autres contrats de maintenance des appareils et équipements	DG	prévision réalisation	ED	PM		01-févr-21	08-févr-21		09-févr-21	15-févr-21	17-févr-21	18-févr-21		23-févr-20	28-févr-21	12 mois	Budget HRM
6	contrat d'entretien et de nettoyage	DG	prévision réalisation	AOON	PM		23-déc-20	30-déc-20		04-janv-21	14-janv-21	18-janv-21	19-janv-21		26-janv-21	01-févr-21	12 mois	Budget HRM
7	Contrat création et entretien espace vert	DG	prévision réalisation	DRP	PM		23-déc-20	30-déc-20		04-janv-21	11-janv-21	12-janv-21	13-janv-21		20-janv-21	25-janv-21	12 mois	Budget HRM
8	Contrat de désinsectisation et d'éradication	DG	prévision réalisation	DC	PM		23-déc-20	30-déc-20		04-janv-21	11-janv-21	12-janv-21	13-janv-21		20-janv-21	25-janv-21	12 mois	Budget HRM
9	Construction et équipement d'une cuisine externe	DG	prévision réalisation	DRP	PM		04-janv-21	11-janv-21		12-janv-21	18-janv-21	20-janv-21	21-janv-21		25-janv-21	01-févr-21	3mois	Budget HRM
10	Construction et équipement du bâtiment externe de la perception - Salle de prélèvement - Aiguillage	DG	prévision réalisation	DRP	PM		04-janv-21	11-janv-21		12-janv-21	18-janv-21	20-janv-21	21-janv-21		25-janv-21	01-févr-21	3mois	Budget HRM
11	Acquisition Matériels de Laboratoire	DG	prévision réalisation	DRP	PM		05-janv-21	12-janv-21		15-janv-21	20-janv-21	21-janv-21	28-janv-21		04-févr-21	08-févr-21	2 mois	Budget HRM
12	Acquisition Matériels de Stomatologie	DG	prévision réalisation	DC	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	2 mois	Budget HRM
13	Acquisition Matériels d'ORL	DG	prévision réalisation	DC	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	2 mois	Budget HRM
14	Acquisition Matériels de Ophtalmologie	DG	prévision réalisation	DRP	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	2 mois	Budget HRM
15	Acquisition Matériels de Médecine	DG	prévision réalisation	DC	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	2mois	Budget HRM
16	Acquisition Matériels de Chirurgie	DG	prévision réalisation	AOON	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	2 mois	Budget HRM
17	Acquisition Matériels d'Anesthésie-Réanimation-Urgences	DG	prévision réalisation	DC	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	3 mois	Budget HRM
18	Acquisition autres Matériels techniques	DG	prévision réalisation	DC	PM		22-janv-21	28-janv-21		01-févr-21	08-févr-21	09-févr-21	10-févr-21		17-févr-21	22-févr-21	12 mois	Budget HRM
19	Acquisition matériel de neurologie	DG	prévision réalisation	DRP	PM		05-janv-21	12-janv-21		15-janv-21	20-janv-21	21-janv-21	28-janv-21		04-févr-21	08-févr-21	2mois	Budget HRM
20	Acquisition matériels de transport de service	DG	prévision réalisation	DRP	PM		05-janv-21	12-janv-21		15-janv-21	20-janv-21	21-janv-21	28-janv-21		04-févr-21	08-févr-21	2 mois	Budget HRM

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
Dr ARZIKA MAHAMAN

● Economie/Pétrole et Gaz

Heirs Holdings élargit considérablement son portefeuille pétrolier et gazier

Heirs Holdings, le principal investisseur stratégique africain, en partenariat avec la société affiliée Transnational Corporation of Nigeria Plc, le plus grand conglomérat coté en bourse du Nigéria, a annoncé aujourd'hui l'acquisition inconditionnelle d'une participation de 45% dans la licence pétrolière nigériane OML 17 et les actifs connexes, par l'intermédiaire de TNOG Oil and Gas Limited (une société liée à Heirs Holdings et Transcorp), auprès de Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited, Total E&P Nigeria Limited et ENI. En outre, TNOG Oil and Gas Limited aura l'exclusivité de l'exploitation de l'actif.

La transaction est l'un des plus importants financements pétroliers et gaziers en Afrique depuis plus d'une décennie, avec un financement d'US \$1,1 milliards, fourni par un consortium de banques d'ordre international et régional et les investisseurs. OML 17 a actuellement une capacité de production de l'équivalent de 27 000 barils de pétrole par jour et, selon nos estimations, des réserves 2P de 1,2 milliards de barils de pétrole, avec 1 milliards supplémentaires de barils de ressources équivalentes en pétrole pour plus de potentiel d'exploration.

L'investissement démontre une nouvelle importante avancée dans l'exécution de la stratégie énergie intégrée de Heirs Holdings et de l'engagement du Groupe envers le développement de l'Afrique, grâce à des investissements à long terme qui créent la prospérité économique et de la richesse sociale. L'héritage et l'approche des entreprises de Heirs Holdings soulignent fondamentalement son engagement en faveur d'un développement inclusif et d'une prospérité partagée avec ses communautés d'accueil. Heirs Holdings est pleinement investi dans le développement de la région du Delta du Niger.

La stratégie de Heirs Holdings de création d'un secteur d'énergie intégrée en Afrique est mise en œuvre à travers une série de portefeuilles stratégiques. Transcorp est l'un des plus grands producteurs d'électricité du Nigeria, avec une capacité de 2.000 MW, à travers l'acquisition de Transcorp Power Plant (<https://Transcorp-Power.com>) et l'acquisition récente de Afam Power Plc et AfamThreeFast Power Limited. Transcorp a conclu les acquisitions d'Afam de 300 millions de dollars américains en novembre 2020. Transcorp fournit de l'électricité à la République du Bénin, dans le cadre d'un programme sur la promotion de l'intégration régionale et la fourniture d'un approvisionnement en électricité robotisée pour catalyser le développement en Afrique. Transcorp exploite également l'OPL281, dans le cadre d'un contrat de partage de production avec la Nigerian National Petroleum Corporation

(«NNPC»). De même, la filiale de Heirs Holdings, Tenoil est l'opérateur de l'OPL 2008, dans le cadre d'un contrat de partage de production avec NNPC. Tenoil détient également Ata Marginal Field, qui va commencer la production au 2ème trimestre 2021, avec 3500 barils de pétrole par jour.

Le président de Heirs Holdings, Tony Elumelu, a déclaré : « Nous avons une vision très claire : créer la première multinationale énergétique intégrée d'Afrique, une entreprise mondiale de qualité, uniquement axée sur l'Afrique et les besoins énergétiques de l'Afrique. L'acquisition d'un actif d'une telle envergure, avec un potentiel de croissance supplémentaire important, est une forte déclaration de notre confiance envers le Nigéria, le secteur pétrolier et gazier nigérian et un hommage à l'équipe de direction de très haute qualité que nous avons constituée. En tant que Nigérian, et plus particulièrement originaire de la région du Delta du Niger, je comprends parfaitement nos responsabilités qui viennent avec la gérance de l'actif, notre engagement envers les communautés et l'importance stratégique du secteur pétrolier et gazier au Nigéria. Nous voyons des avantages importants dans l'intégration de notre production, notre capacité à fournir de l'énergie au Nigeria, par Transcorp et offrir de la valeur à travers la chaîne de valeur de l'énergie. »

Dans la même veine, il a ajouté : « Je voudrais remercier Shell, Total et ENI, pour le professionnalisme dans le processus, le gouvernement fédéral du Nigeria, le Ministère des ressources pétrolières, et la NNPC pour la confiance qu'ils ont placée en nous. »

S'exprimant au sujet de cet investissement, le président / directeur général de Transcorp, Owen Omogiafo, a déclaré : « Cet accord démontre davantage la stratégie d'énergie intégrée de Transcorp et notre détermination à fournir de l'électricité à l'Afrique. »

Heirs Holdings a été recommandé par Standard Chartered Plc, Coordinateur Global, et United Capital



(<https://www.UnitedCapital-plcGroup.com>), avec un consortium d'institutions de prêt, y compris Afreximbank, ABSA, Africa Finance Corporation, Union Bank du Nigeria, Capital hybride, et société mondiale de gestion d'actifs Amundi. L'accord implique également Schlumberger en tant que partenaire technique, ainsi que la branche commerciale de Shell en tant que fournisseur. Heirs Holdings a créé l'une des plus grandes entreprises pétrolières et gazières appartenant à des Africains, dont le siège est à Lagos, au Nigéria

et dirigée par un conseil d'administration et une équipe de direction possédant une expérience régionale et mondiale significative dans la production, l'exploration et la création de valeur dans le secteur des ressources. Le Groupe HH est engagé aux normes les plus élevées de la sécurité, la santé, et les relations communautaires, avec en sus la meilleure pratique en termes de gouvernance et la reddition de comptes.

Source : Heirs Holdings

aim OFFRE D'EMPLOI

Pour Supervision de 5 Ponts Mixtes 1 Composite Bridges (Poutres en Acier et Dalle en Béton Armé) en Zone Urbaine de Conakry, Guinée

1. Ingénieurs Ponts et Chaussées ou Equivalent (BAC + 5);
2. Ingénieur Géotechnicien (BAC + 4 au moins).

Les candidats doivent avoir un minimum de 10 ans d'expérience et avoir effectué la supervision de cinq (5) différents ponts mixtes d'au moins 100m linéaire de portée chaque.

3. Ingénieur des TP ou Génie Civil :

Doit avoir diligenté en tant qu'Expert contrats et/ou réclamations sur au moins cinq (05) projets de routes/ponts/aéroports/ports dont au moins 7 projets administrés sous conditions de contrat FIDIC.

Si vous remplissez les précises conditions ci-dessus citées, veuillez envoyer votre CV à :

rh@aim-consultants.com Les retraités seront également considérés.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

RD Congo / Anniversaire de l'assassinat du Panafricaniste Patrice Lumumba Lumumba, 60 ans d'histoire inachevée

« Mort, écrivait Jean-Paul Sartre, Lumumba cesse d'être une personne pour devenir l'Afrique entière, avec sa volonté unitaire, ses désordres, sa force et son impuissance. » Soixante ans après son assassinat, la dépouille de Patrice Lumumba doit revenir en République démocratique du Congo, le 30 juin prochain, jour du 61^e anniversaire de l'indépendance du pays.

Retour en arrière : 17 janvier 1961, l'avion en provenance de Kinshasa se pose sur la piste de l'aéroport de Lubumbashi, capitale du Katanga minier, producteur de cobalt, de cuivre, d'uranium. Puis le convoi roule 55 km en direction de Kolwezi, bifurque à droite sur une piste en latérite rouge, parcourt encore quelques centaines de mètres, s'arrête au milieu d'une savane arborée. Au pied d'un arbre, c'est un peloton d'exécution qui attend Patrice Lumumba et ses deux compagnons, Joseph Okito et Maurice Mpolo, à la nuit tombée.

Lumumba, victime des ratés de l'indépendance

À Léopoldville, l'actuelle Kinshasa, le tout jeune Premier ministre de 35 ans avait forcé les portes de l'Histoire en remportant les premières élections démocratiques jamais organisées à la veille de l'indépendance du Congo belge. Patrice Emery Lumumba né Élias Okit'Asombo (son nom signifie héritier maudit, NDLR) le 2 juillet 1925 à Onalowa, dans la région de Katakombé, au nord du Kasai, entre donc dans la légende ce 30 juin 1960 avec son discours contre le racisme des colons en présence du roi des Belges Baudouin pendant la cérémonie officielle marquant la naissance du Congo : « Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des Nègres. » Formé chez les frères maristes de Stanleyville, Lumumba prend conscience du nationalisme africain lors de sa participation, en décembre 1958, à la conférence des États africains indépendants d'Accra, au Ghana, où il rencontre des leaders tels Kwame Nkrumah et Sekou Touré.

En répondant au monarque qui venait de saluer l'œuvre colonisatrice de son ancêtre, Léopold II, un « civilisateur » et non un « conquérant » selon lui, le Premier ministre du président Joseph Kasa-Vubu était déjà

bien imprégné par les méthodes radicales employées ailleurs sur le continent. Avait-il surestimé les rapports de force en cours ? Une chose est sûre, il n'en fallait pas plus pour que les Occidentaux se méfient du jeune dirigeant nationaliste qui aggrave son cas à leurs yeux en cherchant l'appui des Soviétiques. Pour neutraliser le fondateur du Mouvement national congolais (MNC), d'inspiration socialiste et panafricaniste, les Belges et la CIA jouent sur les ambitions des autres leaders congolais, dont le jeune chef d'état-major Joseph-Désiré Mobutu, futur maître absolu du pays entre 1965 et 1997. Renversé en septembre, Lumumba est livré pour son exécution aux autorités du Katanga, qui avait fait sécession du Congo dès juillet 1960, avec le soutien de la Belgique. Son corps, dissous dans l'acide, n'a jamais été retrouvé.

Un héritage encore méconnu

Que reste-t-il aujourd'hui du héros anticolonialiste dans la mémoire des Congolais ? « Lumumba devint en un rien de temps un martyr de la décolonisation, un héros pour tous les opprimés de la Terre, un saint du communisme sans dieu », résume David van Reybrouck dans son ouvrage Congo, une histoire. « Ce statut, il le devait plus à l'horrible fin de sa vie qu'à ses succès politiques », avec seulement deux mois et demi au pouvoir, nuance l'auteur belge de référence sur l'histoire du Congo. « Avant, on disait que c'étaient les Congolais, et plus spécialement les Katangais, qui l'avaient tué. Mais les archives ont parlé : ce sont des Belges qui ont planifié la mort de Lumumba et qui l'ont fait exécuter », insiste l'historien Guillaume Nkongolo. L'universitaire montre l'endroit précis de l'exécution sur le site de Shilatembo : au pied d'un arbre, et non là où se trouve la statue, d'après ses recherches. À l'écart de la statue en argile, l'épave d'un vieux bimoteur DC2 symbolise le dernier voyage en avion de Lumumba,



Le Leader Lumumba lors de son arrestation

ce funeste 17 janvier 1961 – en fait c'est un DC4 qui l'avait amené de Léopoldville à Elisabethville, précise l'historien. « Généralement au Congo, surtout au Katanga, quand on parle de Lumumba, on vous dit toujours que c'est une question politique, que c'est sensible », ajoute-t-il. Les Katangais considèrent que son assassinat est « un point de déshonneur » pour leur province. « Pourtant, la réalité montre que les Katangais étaient instrumentalisés par les Belges. » Dans le secondaire, Lumumba n'est enseigné qu'aux élèves de 13 et 18 ans, regrette un autre professeur d'histoire, Jean-Marie Mwangwe. « L'histoire de notre pays est très mal connue par nous-mêmes, les Congolais. »

La RDC sur le point de faire son deuil

Cela pourrait changer dans les prochaines années. En tout cas, la volonté politique y est. À Kinshasa, le nouveau président Félix Tshisekedi a annoncé un hommage à Lumumba le 30 juin prochain, à l'occasion du rapatriement de ses « reliques » – une dent qui lui aurait appartenu, et qui aurait été prélevée sur sa dépouille par un policier belge au moment de la disparition du corps. L'idée est d'offrir enfin une sépulture à celui qui n'a jamais eu de véritables funérailles. Une faute grave dans la tradition congolaise, qui exige funérailles et deuil pour assurer le passage dans l'au-delà du défunt. « Lumumba représente le symbole de l'unité du Congo. Et en plus il est aussi le héros de l'indépendance », estime son fils aîné, François Lumumba, qui a fui en Égypte puis en Hongrie après la mort de son père. « On a réactivé le Mouvement national congolais de Patrice Lumumba », affirme le fils, allusion au parti créé par

son père en 1958. La famille attend toujours un procès à Bruxelles.

« C'est un symbole important pour la famille et tout le peuple congolais », affirme à l'AFP le chef du parquet fédéral belge, Frédéric van Leeuw, à propos de cette restitution qui devrait donner lieu dans les semaines ou mois à venir à une cérémonie officielle à Bruxelles, avec les enfants du défunt. Avant l'hommage en République démocratique du Congo. Juliana Lumumba, fille du héros assassiné, en avait exprimé le souhait dans un courrier adressé au roi des Belges Philippe l'été dernier, en plein mouvement planétaire Black Lives Matter. Comme aux États-Unis, l'État belge est pointé du doigt pour son passé colonial, des effigies de Baudouin et Léopold II, accusé par le collectif « Réparons l'histoire » d'avoir tué « plus de 10 millions de Congolais », ont été vandalisées au cours du printemps dernier, à Anvers et Bruxelles. La Belgique a reconnu sa « responsabilité morale » dans l'assassinat de Lumumba, dès 2001 au terme d'une commission d'enquête parlementaire.

Le temps de la justice

Soixante ans plus tard, l'enquête judiciaire ouverte en Belgique pour « crime de guerre » est dans sa phase finale, selon l'avocat Christophe Marchand, qui a déposé une plainte en 2011 au nom de François Lumumba, l'un des fils. « On se dirige vers une audience cette année devant la chambre du conseil du tribunal de Bruxelles (juridiction de renvoi, NDLR) pour voir si le dossier peut déboucher ou pas sur un procès en cour d'assises », déclare Me Marchand à l'AFP. Pour lui, le temps presse, car seules deux des dix personnes initialement ciblées par la plainte

sont encore en vie. Il s'agit de l'ancien diplomate Étienne Davignon, 88 ans, et de l'ex-haut fonctionnaire Jacques Brassinne de la Buissonnière, 91 ans, selon des sources proches du dossier. La plainte, consultée par l'AFP, accuse « diverses administrations de l'État belge » d'avoir « participé à un vaste complot en vue de l'élimination politique et physique de Patrice Lumumba ». Elle rappelle que l'armée belge avait déployé « quelque 200 officiers » pour encadrer les forces de l'ordre de la province sécessionniste du Katanga, où le crime a eu lieu. « Il peut y avoir des charges, mais elles doivent devenir des preuves pour justifier un procès ou une condamnation », fait valoir M. Van Leeuw, qui évoque des investigations « particulièrement difficiles » pour une poignée d'enquêteurs confrontés à « des tonnes d'archives ». « Il faut avoir la preuve qu'une personne au sein d'une chaîne de commandement avait connaissance de ce qui allait se passer et voulait vraiment ce qui est arrivé », poursuit le procureur fédéral. Il assure qu'en qualifiant en 2012 l'assassinat de « crime de guerre » (ce qui le rend imprescriptible), « la cour d'appel de Bruxelles est allée au-delà de la commission d'enquête » du Parlement belge, qui avait conclu en 2001 à la « responsabilité morale » de la Belgique. L'année suivante, le gouvernement belge avait présenté les « excuses » du pays. Pour l'association antiraciste Bamko, Patrice Lumumba est une figure majeure qui mérite davantage que la « petite plaque » à son nom inaugurée en 2018 à Bruxelles, en bordure de Matongé, le quartier de la diaspora africaine dans la capitale belge. « Des personnes comme lui nous permettent de nous tenir debout et d'être dignes », affirme Mireille-Tsheusi Robert, présidente de Bamko, Belge d'origine congolaise. « Lui rendre justice, c'est aussi rendre justice à tous les afro-descendants du Congo. » Si Patrice Lumumba figure depuis longtemps au panthéon des héros des indépendances africaines, il demeure néanmoins très peu connu, avec le retour de sa dépouille et l'hommage à venir, espérons que son legs politique sera mieux compris et partagé.

(LePoint.fr avec AFP)

● Vente d'aliments exposés à la poussière ou dans des endroits insalubres

De risques graves d'intoxication alimentaire pour les consommateurs

La consommation d'aliments exposés à la poussière et ceux en vente à côté des endroits comme les caniveaux à ciel ouvert, les dépotoirs et autres lieux insalubres constitue un risque de santé. En effet, selon M. Abdel-Razac Bello, nutritionniste, la poussière véhicule des germes pathogènes qui sont susceptibles de provoquer un risque microbiologique, c'est-à-dire l'intoxication alimentaire. La consommation des aliments en vente autour des sanitaires est aussi une source de contamination du fait de leur contenance possible en germes fécaux qui sont transportés par les mouches.

L'intoxication alimentaire liée à la consommation d'aliments exposés à la poussière et ceux en vente à côté des infrastructures sanitaires est due à des germes comme les salmonelles et les staphylocoques qui entraînent la diarrhée, des vomissements et la fièvre. Des insectes comme les mouches, en plus d'aimer le sucre sont attirés par les matières fécales se trouvant dans les ordures, les égouts, les dépotoirs et autres déchets. «Naturellement quand on vend à côté des déchets ou de cani-

veaux, les insectes n'ont pas à parcourir de longues distances pour déposer des matières fécales sur un aliment. Du coup, ils transportent les germes contenus dans ces ordures sur les aliments», indique le nutritionniste. Les personnes immunodéprimées, c'est à dire celles qui ont un système immunitaire affaibli du fait d'une maladie ou d'une convalescence sont plus sensibles à ces intoxications, ajoute le nutritionniste. Selon l'ordonnance n° 93-13 du 2 mars, instituant un code d'hygiène publique au Niger, il est interdit de produire,

d'étaler et de vendre les denrées alimentaires aux abords immédiats des installations sanitaires; des caniveaux ou dépotoirs; ou toute autre source de pollution. La loi est claire mais la pratique sur le terrain montre le contraire. Cette loi n'est pas totalement appliquée soit par méconnaissance, par insouciance ou par ignorance des dangers sanitaires liés à la commercialisation ou la manipulation des aliments dans des endroits insalubres. La Ville de Niamey fournit des efforts, mais beaucoup reste à faire sur le réseau sanitaire. En effet, l'on observe des caniveaux à ciel ouvert et des déchets massifs dans les rues sur lesquelles sont exercées des activités commerciales de denrées alimentaires. Selon M. Sekou Mahamadou Abdoul-Aziz, chef service hygiène et assainissement, la Ville de Niamey déploie la Garde sanitaire pour assurer le respect des mesures d'hygiène dans la ville. «Les agents



Le nutritionniste Abdel-Razac Bello

sillonent la ville, artères par artères pour sensibiliser les populations et aussi pour les amener à changer de comportement», assure-t-il. Mieux, ajoute le chef service hygiène et assainissement, dans la perspective de garantir un environnement saint, sans risque sanitaire alimentaire, la Ville de Niamey a initié il y a près de 3 mois, "Nyala commerce" qui consiste à déployer des agents sanitaires tôt le matin ou tard le soir pour inspecter les lieux de commerce afin d'amener les usagers à as-

surer la propriété de leurs environnements immédiats. L'hygiène et l'assainissement est un domaine qui concerne plusieurs secteurs. La Ville de Niamey seule semble ne pas pouvoir juguler le problème d'insalubrité, par conséquent l'État doit songer à la création d'un office multisectoriel regroupant des techniciens de différents secteurs comme c'est le cas dans certains pays de la sous-région.

● Issoufou A. Oumar

● Entrepreneuriat

Hassane Tahirou Issoufou, promoteur du savon "Yéni"

Agé de 28 ans et étudiant en 2^{ème} année à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'université Abdou Moumouni de Niamey, Hassane Tahirou Issoufou s'est très tôt engagé dans l'entrepreneuriat. C'est ainsi qu'il a créé, dans les années 2010-2011, une entreprise de fabrication de savons à base de plantes. La réputation des savons "Yéni" produits par ce jeune entrepreneur a déjà franchi les frontières nationales.

Le choix de "Yéni" par Hassane Tahirou Issoufou comme marque et nom de son entreprise n'est pas fortuit. Désireux de faire connaître le nom de son village "Yéni", explique-t-il, il en a fait le nom de sa marque.

Parlant avec passion et les yeux pétillant de fierté de son métier, Hassane Tahirou Issoufou confie qu'il a appris ce métier à Accra. En effet, explique-t-il, «depuis que j'étais petit, lorsque je partais en vacances à Accra chez mes pa-



Hassane Tahirou Issoufou fabricant de savon

rents, je m'amusais à apprendre avec un ami (qui aujourd'hui est devenu mon collaborateur), la fabrication de savon et petit à petit, j'ai

pris goût à cela». Le jeune homme affirme avoir suivi une formation dans la fabrication de savon. «C'est après que j'ai commencé à exposer mes produits sur des marchés étrangers (ivoiriens, sénégalais et maliens); où ils sont vendus comme des petits pains», assure Hassane Tahirou Issoufou.

Il fabrique trois (3) variétés de savon : à base du miel, du citron et de la pomme. Ces savons sont essentiellement faits à base de mélange d'aloé Vera et du savon noir. S'agissant des prix de ses produits, Tahirou Hassane indique que cela varie de 1250F CFA à 1500F CFA la boîte. Et la particularité du savon "Yéni", précise-t-il, est que le produit lutte contre les maladies notamment l'acné, les dartres, les démangeaisons, le panaris, le pied d'athlète, etc. Aussi, a-t-il ajouté, le savon Yéni soigne



Echantillon savon Yéni

les blessures et rend la peau lisse. Par jour, le jeune entrepreneur fabrique cent (100) boîtes de savon, cela avec l'assistance de trois employés. Hassane Tahirou arrive à écouler ses produits à travers les réseaux sociaux notamment Facebook, Whatsapp mais aussi par le biais de témoignage dans des boutiques au niveau du marché «Kassouwar dolé». «Je les vends également à travers les commandes ve-

nant de l'intérieur du pays notamment des régions de Tahoua, de Zinder, de Diffa, de Tillabéri et de Dosso», dit le jeune entrepreneur. Grâce à son business Tahirou Hassane arrive moyennement à subvenir à ses besoins. Il encourage les jeunes qui dépendent encore des parents, à se réveiller et à faire comme lui, au lieu de tendre toujours la main.

● Farida Ibrahim Assoumane

AVIS DE RECRUTEMENT

L'Assemblée Nationale cherche pour recrutement, des cadres répondant aux profils ci-après:

I. ADMINISTRATEUR PARLEMENTAIRES PRINCIPAUX Cat. A1 7

A. COMMISSIONS GENERALES PERMANENTES, SERVICES ADMINISTRATIFS ET LEGISLATIFS

a) Options:

- Droit Public,
- Economie Générale, Ingénierie Financière, Audit finance
- Gestion,
- Administration Générale,
- Relations Internationales
- Environnement.
- Science de L'Education

b) Conditions requises :

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 45 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2020

Cette limite d'âge pouvant être prorogée en tenant compte d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;

- Etre titulaire d'un diplôme de troisième cycle (bac + 5 ans) dans l'une des options précitées.

- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

c) Déroulement des épreuves :

- Une épreuve de culture générale durée 3h, coefficient 2
- Un entretien avec les membres du jury sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

d) Composition du dossier de candidature :

Photocopie légalisée du diplôme;

Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;

Un certificat de nationalité;

Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois;

Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;

Une quittance de dix mille francs (10 000) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

II. ADMINISTRATEURS PARLEMENTAIRES CENTRAUX Cat. A2, 25

A. COMMISSIONS GENERALES PERMANENTES, SERVICES ADMINISTRATIFS ET LEGISLATIFS

Options:

- Droit Public ou Privé,
- Economie Générale, Ingénierie Financière, Audit Finance;
- Gestion,
- Administration Générale,
- Relation Internationale,
- Sociologie
- Science de l'Education.

a) Conditions requises:

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 45 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2020

Cette limite d'âge pouvant être prorogée en tenant compte d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;

- Etre titulaire d'un diplôme de Licence en maîtrise (bac + 3 ou 4 ans) dans l'une des options précitées;

- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves:

- Une épreuve de culture générale durée 3H coefficient 2
- Un entretien avec les membres du jury sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature:

Photocopie légalisée du diplôme;

Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;

Un certificat de nationalité;

Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois; Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;

Une quittance de cinq mille (5000) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale;

B. Gestion des Ressources Humaines 4

Options :

- Gestion des Ressources Humaines
- Administration et Gestion des Organisations
- Administration Générale

a) Conditions requises :

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2020 ;

Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;

- Etre titulaire d'un diplôme de second cycle (Bac + 3 ou 4 ans) dans l'une des options précitées.

- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves :

- Une épreuve de culture générale durée 3h coefficient 2
- Une épreuve de pratique d'administration générale durée 2h coefficient 3
- Un entretien sur la connaissance de l'institution parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature - Une demande manuscrite timbrée;

- Photocopie légalisée du diplôme;

- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;

- Un certificat de nationalité;

- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois;

- Une enveloppe timbrée portant l'adresse du candidat;

- Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;

- Une quittance de cinq mille (5000) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

C. SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES:

INSPECTEURS CENTRAUX DU TRESORS : 3

Option :

- Finances-Trésors

a) Conditions requises:

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2020 ;

Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;

- Etre titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (Bac + 3 ou 4 ans) dans l'option précitée.

- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves:

- Une épreuve de culture générale, durée 3h coefficient 2
- Une épreuve de Finances Publiques, durée 2h coefficient 3
- Un entretien sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature

- Une demande manuscrite timbrée;

- Photocopie légalisée du diplôme;

- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu; en tenant lieu;

- Un certificat de nationalité;

- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de

moins de trois (3) mois.

- Une enveloppe timbrée portant l'adresse du candidat;

Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;

- Une quittance de cinq mille (5000) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

D. SERVICES DE SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES 5

1) Option: INFIRMIERS DIPLOMES D'ETAT 3

a) Conditions requises:

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2015;

Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;

- Etre titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (Bac + 3 ou 4 ans) dans l'option précitée.

- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves:

- ✓ Une épreuve de soins infirmiers, durée 2h coefficient 2
- ✓ Une épreuve de pathologie médicale ou pathologie chirurgicale durée 2h coefficient 1
- ✓ Un entretien sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature

- Photocopie légalisée du diplôme;

- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;

- Un certificat de nationalité;

- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois.

- Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;

- Une quittance de cinq mille (5000) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

2) Option: Techniciens Supérieurs en Soins Gynéco Obstétricaux 3

a) Conditions requises:

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2015 ;

Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;

- Etre titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (Bac + 3 ou 4 ans) dans l'option précitée.

- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves:

- ✓ Une épreuve de Pathologie Gynéco Obstétricale, durée 2h coefficient 2
- ✓ Une épreuve de la prise en charge de la grossesse et de l'accouchement durée 2h coefficient 1
- ✓ Un entretien sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature - Photocopie légalisée du diplôme;

- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;

- Un certificat de nationalité;

- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;

- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois.

- Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;

- Une quittance de cinq mille (5000) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

III. ASSISTANT PARLEMENTAIRE ADJOINT Cat 82 (Services Financiers et Comptables) 4**A. Option: Finances-Trésor****a) Conditions requises:**

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2020 ;
- Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;
- Etre titulaire d'un diplôme de niveau moyen (BEPC + 3 ans) dans l'option précitée.
- Avoir effectué le service civique, un stage, ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves:

- Une épreuve de culture générale durée 3h coefficient 2
- Une épreuve de Finances Publiques durée 2h coefficient 2
- Un entretien sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature - Une demande manuscrite timbrée;

- Photocopie légalisée du diplôme;
- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;
- Un certificat de nationalité;
- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;
- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois.
- Une enveloppe timbrée portant l'adresse du candidat;
- Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;
- Une quittance de trois mille (3000f) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

IV. ASSISTANT PARLEMENTAIRE ADJOINT Cat.82 (DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES) 4**a) Option:**

- Gestion des Ressources Humaines
- Administration Générale
- Administration et Gestion des Organisation

b) Conditions requises:

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2020 ;
- Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à charge au sens de la réglementation régissant la pension;
- Etre titulaire d'un diplôme de niveau moyen (BEPC + 3 ans) dans l'une des options précitées.
- Avoir effectué un stage ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

c) Déroulement des épreuves:

- Une épreuve de culture générale durée 3h coefficient 2
- Une épreuve de Pratique d'Administration Générale coefficient 2
- Un entretien sur la connaissance de l'institution parlementaire coefficient 3

d) Composition du dossier de candidature

- Une demande manuscrite timbrée;
- Photocopie légalisée du diplôme;
- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;
- Un certificat de nationalité;
- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;
- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois;
- Une attestation ou certificat de stage et/ou de travail à l'Assemblée Nationale;
- Une enveloppe timbrée portant l'adresse du candidat;

E. Agent de Santé de Base : (2)**a) Conditions requises:**

- Etre de Nationalité Nigérienne;
- Etre âgé de 18 ans au moins et 40 ans au plus, au 31 décembre de l'année 2015 ;
- Cette limite d'âge pouvant être prorogée jusqu'à 45 ans maximum à raison d'un (1) an par enfant à

- charge au sens de la réglementation régissant la pension;
- Etre titulaire d'un diplôme de niveau moyen (BEPC + 3 ans) dans l'option précitée.
- Avoir effectué un stage ou avoir exécuté un contrat de travail, ou toutes autres activités salariées à l'Assemblée Nationale.

b) Déroulement des épreuves:

- ✓ Une épreuve de soins infirmiers, durée 2h coefficient 2
- ✓ Une épreuve de pathologie médicale ou pathologie chirurgicale durée 2h coefficient 1
- ✓ Un entretien sur la connaissance de l'Institution Parlementaire coefficient 3

c) Composition du dossier de candidature

- Photocopie légalisée du diplôme;
- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu;
- Un certificat de nationalité;
- Un casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois;
- Un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois.
- Une attestation ou certificat de stage et fou de travail à l'Assemblée Nationale;
- Une quittance de trois mille (3000f) CFA représentant le paiement des frais de dépôt de dossier retirée auprès du Régisseur de l'Assemblée Nationale.

V. DEPOT DE CANDIDATURE ET DATE DE DEROULEMENT DES EPREUVES**- DEPOT DE CANDIDATURE**

Les dossiers de candidature doivent être déposés **au plus tard le 07 février 2021 à 17h30mn à la Direction des Ressources Humaines de l'Assemblée Nationale**, sous pli fermé avec la mention "Offre d'emploi" pour le poste choisi par le candidat.

Les épreuves se dérouleront le **dimanche 07 Mars 2021 dans l'enceinte du CES GARBA DJIBO** (derrière l'Assemblée Nationale). Les Candidats sont tenus de se présenter à 07h munis de leurs Pièces d'identité

**LE SECRETAIRE GENERAL
BOUBACAR TIEMOGO**



DÉCLARATION ANNUELLE DE PROGRAMME

Réponse rapide à la Covid-19 au Niger

Date limite des soumissions : 31 mars 2021 à 17h00 (GMT +1)

Dans le cadre de ses activités en Afrique de l'Ouest et son programme « Covid-19 Réponse Rapide au Sahel », le Trade Hub lance un Appel à Manifestation d'Intérêt (EOI) des candidats éligibles pour des partenariats de co-investissement avec les entreprises, institutions financières et autres organisations au Niger. La sollicitation vise à établir un partenariat avec le secteur privé pour atténuer l'impact financier et économique de la pandémie de COVID-19 et aider les PME à accéder au financement et préserver les emplois.

Les organisations admissibles souhaitant soumettre une note conceptuelle sont invitées à lire attentivement la Déclaration Annuelle de Programme (APS) sur le site web du Trade Hub pour avoir une compréhension approfondie du processus:

www.westafricatradehub.com/co-investment/.

Toute question concernant cette APS doit être soumise par écrit à grants@westafricatih.com.



AVIS DE VACANCE DE POSTE

Titre du poste	Expert(e) en développement organisationnel et institutionnel (National)
Lieu	République du Niger
Durée du poste	9 mois
Date limite d'envoi des candidatures	31 janvier 2020

EISA est une organisation internationale à but non lucratif dont le siège est situé à Johannesburg, en Afrique du sud. L'Institut a des bureaux de représentation dans divers pays sur le continent africain dont le Burundi, le Gabon, Madagascar, le Mozambique, la RDC, la Somalie, le Zimbabwe... Il intervient également au niveau des institutions sous-régionales (CEEAC, SADC, CEDEAO) et continentale (UA). EISA vise l'excellence dans la promotion des élections crédibles, la participation citoyenne et le renforcement des institutions politiques pour une démocratie durable en Afrique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Projet d'Appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante et au Conseil Supérieur de la Communication pour l'organisation d'élections inclusives, transparentes, crédibles et apaisées en 2020-2021 au Niger**, EISA recrute un(e) **Expert(e) en développement organisationnel et institutionnel**.

TACHES PRINCIPALES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité et la supervision du Chef de projet/Directeur résident et en étroite collaboration avec la CENI, l'Expert(e) en développement organisationnel et institutionnel concevra le plan de développement organisationnel de la CENI et sa mise en œuvre en vue du renforcement de la professionnalisation de celle-ci.

Plus spécifiquement, l'Expert(e) en développement organisationnel et institutionnel :

- Fait la revue et l'analyse des différentes études et des audits menés sur la CENI afin d'établir un diagnostic initial et de

proposer des actions adéquates ;

- Analyse les besoins et évalue les capacités de la CENI ;
- Elabore un plan intégré de renforcement des capacités en tirant profit des outils, méthodes, procédures et textes existants ;
- Assure l'élaboration et l'implémentation de méthodes et d'outils qui permettent de poser des choix stratégiques judicieux, de les opérationnaliser et de les ajuster sur la base des retours d'expérience ;
- Appuie la mise en œuvre de la mémoire institutionnelle de la CENI ;
- Assure l'élaboration de manuels de procédures internes et forme le personnel sur ces manuels (plans de travail, tableaux de bord de suivi des actions, plans d'action par service, procédures administratives...);
- Etablit les fiches de postes pour les fonctions principales de responsabilités et encadre/accompagne la mise en place du suivi des performances à l'aide d'indicateurs clés;
- Etablit une base de gestion des ressources humaines (applications informatiques) et renforce les capacités sur la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières ;
- Formule une stratégie de mise en œuvre efficiente de l'organigramme de la CENI ;
- Coordonne, appuie et fait le suivi de la définition et la mise en œuvre des objectifs de changement organisationnel de la CENI ;
- Met en place et développe des mécanismes de feedback organisationnel et coordonne la gestion des plaintes externes, dans une perspective d'un apprentissage et d'une amélioration continue ;

EDUCATION / SPECIFICATIONS DU POSTE

Le candidat au poste doit avoir :

- Un diplôme BAC+5 en sociologie des organisations, management des organisations ou tout autre domaine assimilé avec des compétences avérées en communication et en développement organisationnel et institutionnel ;
- Au minimum 7 années d'expériences avérées en matière de

réorganisation des institutions (publiques/privées) et de développement des capacités dans des pays en voie de développement ;

- Au moins 7 ans d'expérience avérée dans l'appui au développement organisationnel de structures telles qu'un organe de gestion des élections (OGE) ;
- La maîtrise de la langue française (écrit et parlé) ;
- La connaissance de l'anglais (écrit, parlé) serait un atout ;
- Une expérience des relations professionnelles avec de hauts responsables gouvernementaux dans des environnements politiques sensibles ;
- Une expérience professionnelle internationale avec des organisations internationales et dans des démocraties transitoires ou naissantes. Une expérience antérieure à ce même niveau de poste est un atout.

QUALITES PERSONNELLES REQUISES

- Bonne capacité d'analyse et rédactionnelle ;
- Bonne capacité communicationnelle et interactionnelle ;
- Aptitude à travailler en équipe et dans un environnement professionnel multiculturel ;
- Capacité à travailler sous pression et à gérer le stress ;
- Être structuré(e) et organisé(e) ;
- Être disponible à travailler au-delà des heures réglementaires et à voyager intensivement ;
- Faire preuve d'intégrité et de respect pour la confidentialité ;
- Maîtriser l'outil informatique (Pack Office).

N.B. Prière de noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés. Conformément à la politique de recrutement de EISA, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Pour postuler, merci de bien vouloir adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation à zahira@eisa.org, ainsi que 3 références joignables au plus tard le 31 janvier 2021 à 16h30.



AVIS DE VACANCE DE POSTE

Titre du poste	Chauffeur
Lieu	République du Niger
Durée du poste	12 mois
Date limite d'envoi des candidatures	27 janvier 2020

EISA est une organisation internationale à but non lucratif dont le siège est situé à Johannesburg, en Afrique du sud. L'Institut a des bureaux de représentation dans divers pays sur le continent africain dont le Burundi, le Gabon, Madagascar, le Mozambique, la RDC, la Somalie, le Zimbabwe... Il intervient également au niveau des institutions sous-régionales (CEEAC, SADC, CEDEAO) et continentale (UA). EISA vise l'excellence dans la promotion des élections crédibles, la participation citoyenne et le renforcement des institutions politiques pour une démocratie durable en Afrique.

Contexte :

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Projet d'Appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante et au Conseil Supérieur de la Communication pour l'organisation d'élections inclusives, transparentes, crédibles et apaisées en 2020-2021 au Niger**, EISA-NIGER procède au recrutement d'un **chauffeur** selon les termes de référence ci-dessous

TACHES PRINCIPALES ET RESPONSABILITES :

Sous l'autorité générale du Chef du projet/Directeur résident auquel il est rattaché, et sous la supervision directe de l'assistante administrative et financière, le chauffeur a pour mission générale d'assurer tous les déplacements liés au bon fonctionnement du Projet dans le respect des procédures en vigueur.

A cet effet, il s'agira de :

- Conduire le personnel pour les besoins du service,
- Accueillir et accompagner le personnel du Projet et les consultants à l'aéroport et faciliter les formalités de voyage ;
- Veiller à la propreté du véhicule et assurer l'entretien quotidien, (vérifier l'huile, l'eau, la batterie, les freins, les pneus, etc.) ;

- Effectuer les petites réparations ;
- Signaler tout mauvais fonctionnement de l'équipement ;
- Faire le suivi pour les réparations nécessitant l'intervention d'un professionnel ;
- Veiller à la mise à jour de l'assurance du véhicule et signaler le renouvellement au moins un mois avant la date d'expiration ;
- Veiller à ce que les formalités prévues par les dispositions réglementaires soient accomplies sans délai en cas de dommages ou d'accident (incident report) ;
- Se conformer à la loi et à la réglementation du trafic en vigueur dans le pays ainsi qu'aux procédures régissant l'emploi des véhicules de EISA ;
- Tenir à jour le carnet de bord des véhicules ;
- Tenir la situation des dépenses engagées et se faire rembourser les menues dépenses avancées sur présentation des pièces justificatives ;
- Assurer la distribution, le retrait des courriers et/ou autres documents ;
- S'assurer que les équipements de sécurité et de secours d'urgence soient disponibles à tout instant ;
- Exécuter toutes autres tâches qui pourraient lui être demandées par le superviseur.

Compétences :

Valeurs intrinsèques :

- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de EISA ;
- Favoriser la vision, la mission, et les buts stratégiques de EISA ;
- Démontrer sa capacité d'exercer dans un environnement ne tenant pas compte de la différence culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité ;
- Démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe et un esprit d'initiative développé.

Compétences fonctionnelles :

- Avoir un esprit d'initiative ;
- Prudence, courtoisie, discrétion et disponibilité ;

- Bonne présentation ;
- Probité, rigueur et sens de l'organisation.

Gestion de la connaissance :

- Favoriser la gestion de la connaissance de EISA et un environnement d'apprentissage dans le bureau par sa propre conduite et son comportement ;
- Aptitude à continuer à renforcer ses capacités et à assurer son développement personnel dans un ou plusieurs domaines de pratiques.

Aptitudes opérationnelles :

- Aisance dans la communication écrite et orale ;
- Capacité à établir des priorités et à anticiper ;
- Apte à travailler en équipe et à apprendre ;
- Aptitude à établir des bonnes relations avec les partenaires et à produire des réponses rapides et adéquates.

Expériences requises :

Education :

- Niveau d'études secondaires avec permis de conduire de catégories B, C et D obtenu depuis plus de 5 ans.

Expériences :

- Au moins 2 années d'expérience dans le domaine ;
- Capacité à assurer les réparations mineures.

Aptitudes linguistiques :

- Bonne connaissance du Français ;
- La connaissance de l'Anglais serait un atout.

N.B. Prière de noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés. Conformément à la politique de recrutement de EISA, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Pour postuler, merci de bien vouloir adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation à [Zahira@eisa.org](mailto:zahira@eisa.org) et kady@eisa.org ainsi que 3 références joignables au plus tard le 27 janvier 2021 à 16h30.

● Ghana/COVID-19**Le président Addo ordonne aux services de sécurité de veiller à l'application stricte des protocoles de prévention**

Le président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a demandé dimanche aux services de sécurité de faire respecter strictement les protocoles de prévention du COVID-19 pour enrayer l'augmentation des infections. Dans son 22^e discours à la Nation sur les efforts du gouvernement pour faire face à la pandémie, M. Akufo-Addo a qualifié de préoccupante la hausse récente du nombre de cas.

"J'ai chargé l'inspecteur général de la police d'ordonner aux officiers, aux hommes et femmes des services de police, de veiller à l'application rigoureuse de la loi sur le port du masque dans tous les lieux publics et dans les transports", a annoncé le président. Il a également exhorté la

police à "assurer la fermeture de tous les pubs, cinémas, plages et boîtes de nuit qui pourraient fonctionner au mépris de la loi", ajoutant "qu'ils seront aidés par d'autres agences de sécurité si nécessaire".

Avec une moyenne d'environ 200 infections quotidiennes confirmées, le nombre de cas actifs au Ghana est passé à 1.924, avec 352 décès, 13 des 16 régions du pays ayant enre-

gistré des cas actifs. Outre les cas importés, le président a déclaré que les autres personnes infectées avaient récemment participé à divers rassemblements de masse, dont la plupart ont vu l'abandon de l'utilisation de masques ainsi que "des actes qui ont conduit à leur contamination par le virus".

M. Akufo-Addo a donc exhorté les Ghanéens à suivre les protocoles de prévention tels que le

port de masques, le lavage des mains, l'utilisation régulière de désinfectants pour les mains et le maintien de la distance sociale pour éviter une nouvelle propagation de la maladie. "Des sanctions sévères existent dans nos statuts pour les personnes qui enfreignent la loi sur le port obligatoire des masques", a-t-il averti.

(Xinhua)

● Afrique du Sud/Covid-19**Une situation "hors de contrôle"**

Un pays submergé. L'Afrique du Sud, pays d'où proviendrait l'une des nouvelles souches plus virales du coronavirus - le variant 501Y.V2 - subit de plein fouet une seconde vague de contaminations. Avec 37.105 morts et plus de 1,3 million de cas recensés par l'université John Hopkins, le pays est le plus touché par la pandémie sur le continent. Sur place, les soignants sont débordés et s'impatientent de recevoir enfin les vaccins promis par le gouvernement.

Alors qu'en juillet dernier, le nombre de cas positifs déclarés s'établissait à environ 14.000 contaminations par jour, le bilan des nouvelles personnes contaminées depuis le début de l'année dépasse régulièrement les 20.000 cas. Le 13 janvier, 806 personnes sont mortes des suites d'une contamination, rapporte Le Courrier International. Depuis décembre, un confinement partiel a pourtant été réinstauré de 21 à 6 heures du matin. Le

masque est désormais obligatoire et la vente d'alcool a été interdite. Mais malgré ces mesures, et la fermeture des frontières, annoncée le 11 janvier, l'Afrique du Sud n'a pour l'instant pas réussi à calmer cette violente reprise épidémique. "Les hôpitaux sont pleins à craquer, beaucoup de services sont convertis en unité Covid-19, c'est extrêmement difficile pour le personnel en première ligne", alerte le professeur Richard Lessells, spécialiste des maladies in-

fectieuses dans les colonnes du Monde.

Un constat partagé par Nicolas Bertrand, correspondant de Johannesburg qui affirmait au Journal télévisé de France 2 samedi que la nouvelle souche du coronavirus faisait "énormément de dégâts dans le pays". Ce dernier a recueilli le témoignage d'un porte-parole d'un syndicat de soignants expliquant que "la situation était hors de contrôle": "Les patients sont soignés sur les parkings faute de place, d'autres patients décèdent dans les ambulances car il n'y a pas de lit pour les prendre en charge", ajoute le journaliste.

Face à une situation chaotique, le personnel hospitalier, qui a interdiction de parler aux journalistes, n'est pas suffisamment protégé.

Sur les réseaux sociaux, une vidéo virale de soignants s'occupant de malades les pieds dans l'eau à la suite de violentes intempéries a fait le tour du pays, avant de disparaître d'internet. "Ceux qui travaillent dans les unités Covid-19 sont protégés mais nous avons des patients atteints du virus dans d'autres services où le personnel ne possède pas l'équipement adapté", s'inquiète une soignante sous couvert d'anonymat dans les colonnes du Monde.

Première puissance industrielle du continent, le pays n'a pas encore reçu ses premiers vaccins. Après des semaines d'incertitude et de silence, le gouvernement a assuré que les premières doses arriveraient très vite, un million en janvier puis 500.000 en février. Ils seront destinés en priorité aux 1,2

million de soignants, en première ligne. Le pays participe par ailleurs au dispositif Covax de l'Organisation mondiale de la santé pour un accès équitable aux vaccins et recevra des vaccins pour 10% de la population, entre avril et juin.

Vaccins en quantité suffisante, difficultés de stockage, chaîne du froid, sécurité contre le vol, traçage, infrastructure de transports... Le défi est immense pour l'Afrique du Sud. "Ce sera la plus importante et la plus complexe opération logistique de l'histoire de notre pays", a reconnu lundi dernier le président Cyril Ramaphosa. "Plus vaste que notre programme de traitement du VIH", dans ce pays le plus touché au monde par le Sida.

(Source : BFMTV.com)

● USA**Une investiture, une procédure de destitution: une semaine historique s'ouvre à Washington**

Comment panser les plaies d'une Amérique à cran? A l'ouverture d'une semaine historique, le camp Biden a dévoilé dimanche sa feuille de route pour sortir les Etats-Unis de ses crises économique, sociale et sanitaire, sans être empêché par la procédure de destitution de Donald Trump.

Militaires à tous les coins de rues, fils barbelés et imposants grillages... Joe Biden sera investi le 20 janvier dans une capitale méconnaissable, transformée en camp retranché après l'assaut meurtrier du Capitole.

Le démocrate a placé sa prestation de serment sous le thème de "l'Amérique unie" et prévoit de s'entourer de ses prédécesseurs Barack Obama, Bill Clinton et George W. Bush pour lancer une main tendue à un pays meurtri et divisé. "Ces dernières semaines ont montré à quel point l'âme de l'Amérique est endommagée et combien il est important de la res-

taurer: ce travail commence mercredi", a affirmé le futur chef de cabinet du président Biden, Ron Klain, à CNN dimanche.

Dès le premier jour de son mandat, Joe Biden entend ainsi ré-engager les Etats-Unis dans l'accord de Paris sur le climat et lever l'interdiction d'entrée sur le territoire américain visant les ressortissants de plusieurs pays, principalement à majorité musulmane.

Le 46^e président des Etats-Unis espère aussi donner un nouvel élan à la plus grande campagne de vaccination de l'histoire américaine. Il y a urgence: en moyenne, depuis le

1^{er} janvier, plus de 3.000 personnes sont mortes du Covid-19 chaque jour aux Etats-Unis, et plus de 236.000 cas quotidiens ont été détectés. Une hécatombe que n'a pas ralentie, loin s'en faut, le début hoquetant de la campagne de vaccination.

L'ancien vice-président d'Obama souhaite ainsi que 100 millions de doses soient injectées pendant ses 100 premiers jours de mandat, via des centres de vaccination de proximité dans des gymnases, stades ou écoles. Quelque 100.000 soignants seront mobilisés. Ce vétéran de la politique sera, dans un premier temps, contraint de gouverner par décrets, afin d'éviter d'en passer par le Congrès et en particulier le Sénat, occupé par la procédure de destitution de Donald Trump.

Des pans entiers de son programme, comme son plan de re-

lance économique titanesque de 1.900 milliards de dollars, censé aider les millions d'Américains qui vivent aujourd'hui d'aides au chômage, doivent toutefois être soumis à l'approbation des élus américains. Et le procès en destitution de son prédécesseur pourrait s'ouvrir seulement quelques heures après la prise de fonctions de Joe Biden.

Les démocrates accusent le milliardaire républicain d'avoir "incité à l'insurrection" de ses partisans contre le Capitole le 6 janvier, un assaut qui a fait 5 morts. Donald Trump a commis "le crime présidentiel le plus grave de l'histoire américaine", a jugé sans détours Jamie Raskin, un des élus à l'origine de cette procédure.

Le camp Trump voit en ce procès "une attaque honteuse contre la Constitution et la démocratie" américaine. Son équipe a indiqué dans un communiqué ne pas

avoir encore choisi d'avocat pour le représenter. Donald Trump a d'ores et déjà annoncé faire l'impasse sur la prestation de serment de son successeur. Il s'envolera mercredi à l'aube vers son luxueux complexe hôtelier de Floride.

En attendant, la Maison Blanche l'assure: il continue "à travailler sans relâche pour les Américains", et ses journées comportent "beaucoup de réunions et beaucoup d'appels téléphoniques".

L'influent sénateur républicain Lindsey Graham, proche du président sortant, a exhorté les leaders démocrates du Sénat à rejeter cette procédure, une fois arrivée au Sénat. Autrement, promet-il dans une lettre dimanche, "nous retarderons indéfiniment, voire à jamais, la guérison de cette grande nation."

(AFP)

République du Niger
Présidence de la République
Agence du Barrage de
Kandadji (ABK)

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET

N°001/2021/ABK/PDREGDE2

Sélection de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale

Objet : Recrutement d'un Spécialiste en Communication

Financement : IDA Crédit No. 51650



A. La République du Niger a obtenu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer les coûts de la mise en œuvre du Projet d'appui au Programme Kandadji (P-KRESMIN) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour procéder au recrutement d'un Spécialiste en communication en vue du renforcement des équipes de travail.

B. Les personnes qualifiées sont invitées à présenter leurs candidatures qui devront comprendre obligatoirement :

- une lettre de motivation signée et datée ;
- un curriculum vitae détaillé, daté, signé et certifié sincère faisant ressortir la qualification, l'expérience et les aptitudes du candidat, et mentionnant au moins trois (3) références professionnelles pertinentes et les coordonnées complètes des employeurs ;
- une photocopie légalisée du diplôme requis ;
- une photocopie des attestations et/ou certificats de travail ;
- un extrait d'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité nigérienne.

Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous, **au plus tard le 02 février 2021 à 17 heures 30 minutes** (heure locale GMT+1) sous pli fermé avec la mention « Recrutement d'un Spécialiste en communication » :

Bureau d'ordre de l'Agence du Barrage
de Kandadji (ABK)
Quartier RYAD, Avenue BAWA JAN GORZO
(à côté de la plaque avocat) BP 206, Niamey - Niger
Tel (227) 20 73 23 13 Fax: (227) 20 73 21 85,
E-mail: Kandadji@intnet.ne.

Le candidat retenu devra fournir, avant tout engagement, un casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois. En outre, tout agent de l'Etat retenu devra fournir, avant tout

engagement, un certificat de cessation de paiement.

C. TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité et la coordination du Directeur du Département Communication, et en étroite collaboration avec les autres départements, le Spécialiste en communication a pour tâches :

- Participer à l'actualisation et à la mise en œuvre de la stratégie de communication communautaire de l'ABK ;
- Produire un plan de travail pour le suivi de la mise en œuvre des activités de communication ;
- Produire des rapports périodiques sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie de communication communautaire ;
- Créer une banque de données de supports de communication spécifiquement produits dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Kandadji ;
- Concevoir et diffuser les messages destinées aux communautés affectées, tout en tenant compte de leurs attentes et préoccupations ;
- Développer et/ou utiliser les études, enquêtes de satisfaction et les rapports d'évaluation afin d'orienter les actions futures ;
- Participer à l'animation du site web du Programme Kandadji ;
- Veiller à la bonne marche des partenariats avec les structures communautaires ;
- Réaliser toutes autres activités compatibles avec les missions de l'Agence du Barrage de Kandadji, à lui confiées par la hiérarchie.

D. PROFIL

Les candidats doivent justifier des qualifications, compétences et expérience suivantes :

- Avoir au moins un diplôme de l'enseignement supérieur (Bac+5) en communication ou toutes autres disciplines connexes conduisant à une spécialisation en communication ;

- Justifier d'une expérience confirmée d'au moins cinq (5) ans dans la communication ;
- Etre apte à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire et sous pression ;
- Avoir de bonnes connaissances des logiciels professionnels.

E. DUREE DE LA MISSION

La durée totale des prestations est de cinq (05) ans à temps plein assorti d'une période d'essai de trois (3) mois qui, si elle n'est pas concluante, peut conduire à l'arrêt de la prestation. Le (la) candidat(e) retenu(e) sera invité(e) à signer un contrat d'un an renouvelable après évaluation positive de ses performances.

A cet effet, il est important de rappeler les dispositions de l'article 1.13 d) sur l'utilisation des fonctionnaires : " Les représentants du Gouvernement et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur peuvent être engagés sous réserve que cela ne soit pas incompatible avec le droit de la fonction publique ou d'autres lois et règlements, ou politiques du pays de l'Emprunteur et (i) s'ils sont en congé sans solde, retraités ou ont démissionné ; (ii) s'ils ne sont pas engagés par l'organisme pour lequel ils travaillaient avant leur départ en congé sans solde, en retraite ou leur démission ; et (iii) si leur engagement ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts

F. MODALITES DE RECRUTEMENT

Le recrutement comporte un examen de présélection sur dossier. Le candidat retenu à l'issue de cette présélection subira un entretien.

G. LIEU D'AFFECTATION

Le poste est basé à Gabou (Région de Tillabéri) avec des déplacements fréquents dans les zones d'intervention du projet et à Niamey.

Le Directeur Général
Amadou HAROUNA

TERMES DE RÉFÉRENCE

CONSULTANT LOCAL POUR ASSISTER AU DÉVELOPPEMENT D'UN DIAGNOSTIC DE FINANCEMENT DE RISQUES DES CATASTROPHES AU NIGER

Position : Spécialiste principal en gestion des finances publiques (recrutement local)

Sommaire : Soutien opérationnel pour l'équipe DRFI

Date : Jan 15, 2020 – June 30, 2021

Frais : A déterminer, en fonction de la formation et de l'expérience

Budget : (20 jours à US\$/jour à déterminer)

Contexte

Le Programme de financement et d'assurance des risques de catastrophe (DRFIP) de la Banque mondiale et de la Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement (GFDRR) aident les pays à concevoir et à mettre en œuvre des solutions pour accroître leur capacité de financement face aux catastrophes naturelles. Depuis sa création, le Programme DRFIP a développé un ensemble d'outils sur la gestion des connaissances et le renforcement des capacités et des services consultatifs. Le Programme DRFIP est basé dans la Pratique Mondiale « Finance, compétitivité et innovation » en partenariat avec GFDRR et est appuyé par de multiples sources de financement.

Selon le Rapport de 2019 sur les risques, le Niger est classé comme l'un des pays les plus vulnérables au monde, et le pays se trouve dans le principal hotspot de risques de catastrophe au monde – le Sahel. Le Niger se classe au 22ème rang à l'échelle mondiale et 4ème en Afrique subsaharienne en termes de risques de catastrophes.

En l'absence d'une stratégie prédéfinie de financement des risques de catastrophes, le Niger compte sur une mobilisation de ressources ex-post qui, très souvent, sont insuffisantes et difficiles à mobiliser. Ce qui mène à des réponses tardives, difficiles à coordonner et répondant à des objectifs de très court-terme. Pour faire face aux risques de catastrophes naturelles, disposer d'une stratégie de financement des risques peut permettre d'améliorer la capacité de financement du gouvernement en renforçant et en élargissant le portefeuille d'instruments de financement.

Avant de pouvoir procéder à la préparation d'une stratégie, il est nécessaire dans un premier temps d'effectuer un diagnostic sur la façon dont le Niger finance actuellement les risques de catastrophes naturelles. Ce diagnostic s'attachera à comprendre l'impact

budgétaire du gouvernement pour la réponse des catastrophes naturelles en se basant sur des données historiques. Le diagnostic fera un état des lieux des instruments existants de financement des risques de catastrophes disponibles au Niger et permettra au Gouvernement du Niger (GoN) de mieux évaluer ces coûts afin de développer une stratégie pour le financement des risques de catastrophe.

Objectif

La présente consultation a pour objectif de soutenir l'équipe « financement des risques de catastrophes » de la Banque mondiale avec le développement d'un diagnostic pour le financement de crises et de catastrophes au Niger.

Étendue du travail

L'étendue de la tâche doit porter, mais sans pour autant se limiter, sur les éléments suivants :

Tache 1 – Analyse du cadre légal et contexte institutionnel

Il s'agira de mener une analyse du cadre légal et du contexte institutionnel pour la gestion des catastrophes au Niger en réalisant :

- Une collecte des textes fondamentaux et légaux en ligne (sur internet) et auprès des institutions et autorités locales portant sur la gestion et le financement des catastrophes au Niger ;
- Une revue documentaire et des textes légaux et fondamentaux afin d'identifier les lois et règlements portant sur la gestion et le financement des catastrophes au Niger.

Tache 2 – Analyse du marché des assurances

Il s'agira de mener :

- Une analyse du marché des assurances au Niger, y compris l'environnement juridique et réglementaire.

Tache 3 – Identification et quantification des passifs contingents

Il s'agira enfin de :

- Compiler des données sur les dépenses post-catastrophes en fonction de la disponibilité des données au Niger dans un format Excel convivial ;
- Réaliser une analyse des lacunes dans la comptabilité, la classification et la production de rapports sur ces postes de dépenses ;

- Soutenir l'élaboration de chapitres pertinents sur les engagements éventuels du Niger.

Ces activités et les extraits seront effectués dans le cadre d'un accord de confidentialité strict. Tous les produits développés dans le cadre de ce travail seront détenus par la Banque mondiale.

Qualifications et expériences

Le consultant doit satisfaire aux exigences suivantes :

- Avoir un diplôme d'études supérieures (BAC+5 minimum) en finance, gestion des risques de catastrophe ou économie ;
- Avoir une expérience professionnelle confirmée d'au moins 10 ans dans les thématiques liés à la gestion des risques de catastrophes au Niger, démontrant d'une bonne connaissance des acteurs institutionnels ;
- Avoir des compétences en matière de communication, sensibilisation et diffusion d'informations aux parties prenantes ;
- Avoir une grande faculté en matière d'organisation et pouvant travailler avec peu de supervision ;
- Être apte à mener à bien les activités et à fournir les résultats requis dans les délais impartis ;
- Avoir une bonne capacité en matière de rédaction et de communication ;
- Être capable de lire, parler et écrire couramment en français et en anglais.

Le reporting

Ce travail sera effectué sous forme de contrat payant basé sur le nombre de jours travaillés et facturés, (max. 20 jours, salaire en US Dollar). Les dépenses appropriées seront intégralement payées conformément aux politiques de la Banque mondiale. Le consultant rendra compte à Simon Hagemann (Spécialiste du Secteur Financier) de la Banque mondiale.

Les dossiers sont envoyés à zhassane@worldbank.org avec copie à shagemann@worldbank.org

Le dernier délai de soumission est fixé au 5 février 2021 au plus tard à minuit (heure de Niamey).

Des écrans encore plus performants

Des écrans à la fois peu gourmands en énergie, offrant une belle qualité d'image et un rendement élevé, c'est possible ! Une innovation à laquelle a contribué le CEA-Leti, institut de CEA Tech, permet de limiter les pertes lumineuses liées à l'utilisation des indispensables filtres antireflets.

Combinant une belle qualité d'image et une consommation énergétique réduite, les écrans OLED supplantent peu à peu les écrans LCD dans nos équipements nomades. Ils présentent toutefois l'inconvénient de devoir être équipés de filtres antireflets qui réduisent fortement la quantité de lumière émise par les diodes et diminuent le rendement. Une innovation récente pourrait bien changer la donne...

Pour empêcher la réflexion de la lumière extérieure sur les lignes métalliques de la dalle, les filtres antireflets ne laissent passer que la lumière polarisée circulairement. Or, celle-ci ne représente que 50% de la lumière totale émise par les diodes... L'idée des scientifiques est donc de modifier les dispositifs de façon à produire davantage de lumière ainsi polarisée, et limiter ainsi les pertes dues à l'antireflet.

Des chercheurs du CNRS de Rennes et du CEA de Saclay ont dans un premier temps mis au point une molécule émettant majoritairement de la lumière polarisée circulairement dans un sens. Les scientifiques du CEA-Leti ont ensuite pris le relais pour développer le dispositif optique idéal permettant d'en tirer le meilleur (emploi d'organites, miroirs, absorbeurs...).

Si l'innovation n'a pour l'instant été testée que sur un pixel unique de grande taille (5x9 mm), elle promet déjà de belles avancées dans le secteur des écrans. Elle ouvre également d'autres perspectives dans le domaine de la santé (imagerie sans lentille pour le diagnostic) et les loisirs (vision 3D au cinéma).

Techno-Science.net

Une puce à micro-écran ouvre la voie aux lunettes intelligentes haute performance

Des scientifiques financés par l'UE ont développé une puce à micro-écran haute résolution pour des casques de réalité virtuelle et de vision assistée à haute performance et moins volumineux. Une nouvelle génération de lunettes intelligentes légères a été rendue possible grâce à une technologie de puce optique révolutionnaire qui offre des écrans haute résolution quatre fois plus petits et deux fois moins lourds que ceux des casques de réalité virtuelle (VR) traditionnels.

Les casques développés dans le cadre du projet LOMID, financé par l'UE, "sont beaucoup plus performants, plus petits, plus légers et offrent une meilleure résolution que les casques de réalité virtuelle disponibles sur le marché, pour le même champ de vision", a déclaré le coordinateur du projet, Uwe Vogel, responsable de la division capteurs et micro-écrans au Fraunhofer Institute for Organic Electronics, Electron Beam and Plasma Technology (FEP) à Dresde, en Allemagne.

Ce projet, d'une durée de trois ans et doté d'un budget de quatre millions d'euros, faisant intervenir huit institutions et entreprises de cinq pays spécialisées dans cette technologie, a mis au point un dispositif avec écran d'un pouce, appelé micro-écran. "Nous avons réussi à intégrer à un écran d'un pouce (2,54 cm) un nombre de pixels supérieur à ceux d'un téléviseur HD (haute définition) standard, dont la diagonale peut faire entre 15 et

60 pouces", explique-t-il. "Les pixels sont minuscules, la densité de pixels est très élevée et nous y sommes parvenus avec une faible consommation d'énergie", a-t-il ajouté, en faisant remarquer que la puce à micro-écran consommait moins d'énergie qu'une version OLED équivalente, à la pointe de la technologie.

Il précise encore que le contenu de l'écran est actualisé toutes les huit millisecondes, ce qui se traduit par une fréquence d'image de 120 Hertz. La vitesse à laquelle une image est renouvelée est importante pour la visualisation VR immersive, car une faible fréquence et des images instables peuvent provoquer des maux de tête ou le mal des transports. Les casques compacts conçus par le partenaire du projet LIMBAK, une entreprise de technologie basée à Madrid, associent de manière harmonieuse deux puces à micro-écran pour chaque œil, offrant une résolution de 4 800 x 1 920 pixels et un large champ de vision. Une résolution Full HD offre 1 920 x 1 080 pixels.

Vision assistée pour les malvoyants

Les circuits vidéo du projet, à haute vitesse et situés sur une toute petite puce, sont utilisés dans des lunettes destinées aux malvoyants. L'université d'Oxford, partenaire du projet, "a développé un casque pour les personnes atteintes de déficiences visuelles spécifiques, comme la dégénérescence maculaire, qui intègre ce système de micro-écran", souligne le Dr Vogel.

"Certaines zones du champ visuel naturel peuvent être perturbées, à la périphérie ou au centre, en fonction du type de déficience visuelle, ce flou est compensé par le dispositif qui fournit une vision assistée, un peu comme dans le cas de la réalité augmentée", explique-t-il. Les lunettes sont équipées non seulement de caméras 2D, mais également de caméras 3D afin que l'observateur puisse

percevoir la profondeur. "C'est important car une perte visuelle s'accompagne généralement d'une diminution de la vision 3D."

De telles lunettes intelligentes peuvent potentiellement être utilisées pour gérer les catastrophes dans les zones à faible visibilité, comme dans le cas de pompiers intervenant dans une pièce remplie de fumée. "Dans une telle situation, étant donné que vous devez vous déplacer à des fins professionnelles, poids et confort visuel s'avèrent essentiels et la miniaturisation est cruciale", explique encore le Dr Vogel. La haute résolution facilite également la reconnaissance des visages ou la lecture de textes.

Une surface flexible révolutionnaire

Une autre innovation majeure réside dans le fait que la puce à micro-écran est flexible et peut être adaptée à une surface incurvée pour une plus grande liberté de conception et des appareils plus compacts. "Dans le cas des micro-écrans actuellement sur le marché, le fond de panier des puces en silicium contenant les circuits et les sockets est habituellement rigide. Nous sommes parvenus, surtout grâce au CEA-LETI, partenaire du projet à Grenoble (France), à incurver ce micro-écran d'un pouce. Cela permettra d'obtenir une optique encore plus petite pour les casques de réalité virtuelle", déclare le Dr Vogel.

Outre le passage à la production du casque VR et des applications de vision assistée développées dans le cadre du projet LOMID, la société française MICROLED envisage également de commercialiser les puces à micro-écran d'un pouce OLED, tandis que son partenaire allemand XFAB Semiconductor Foundries fournira la technologie pour les plaquettes de fond de panier.

Techno-Science.net

AVIS DE PERTE

L'AN DEUX MIL VINGT UN ET LE 06/01
 PARDEVANT Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa, Notaire à la résidence de Niamey BP: 11.241/Tel: 20. 33. 03. 30 (République du Niger) soussigné
 Avis est donné de la perte d'un acte de cession sis à Niamey, objet de la parcelle K de l'ilot 28802, lotissement KOLOGOAO Au nom de SOCIETE GOBIR SARLU.
 Prière à toute personne qui l'aurait trouvé de bien vouloir le déposer à l'Etude Notariale de Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa Notaire à la résidence de Niamey (République du Niger) BP : 11241, Tél. : +227 20 33.03.30.
 E-mail: sidichaf@yahoo.fr, ou au service domanial de la communauté urbaine de Niamey.
 Pour avis, LE NOTAIRE, Maître WASSIRI IBRAHIM Sidi Chaffa

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte des actes de cessions portant sur les parcelles C et D, de l'ilot 17.147, du lotissement LA CITE DE BOUBON (commune rurale de Karma), au nom de la société IMO HABITAT-SA.
 Prière à toute personne qui les aurait trouvés de bien vouloir les déposer à l'Office Notarial de Maître ISSOUFOU BOUBACAR Ismael, Notaire à la Résidence de Niamey, quartier Boukoki, boulevard Malibéro, face IPSP, BP : 11241 (République du Niger), Tél. : +22796.66.17-55, E-mail : meismaelissoufou@gmail.com, ou au service domanial de la commune rurale de Karma.
 Pour avis, LE NOTAIRE Maître ISSOUFOU BOUBACAR Ismael

INCROYABLE MAIS VRAI

Australie : Un pigeon pourrait échapper à l'euthanasie car sa bague serait fautive

Menacé d'euthanasie pour avoir bravé les mesures de quarantaine, un pigeon retrouvé en Australie pourrait finalement être sauvé. La bague qu'il porte met en effet le doute sur son origine. Contrairement à ce que les médias américains avançaient ces derniers jours, le volatile n'aurait pas quitté les Etats-Unis et n'aurait pas parcouru 15.000 kilomètres pour atteindre Melbourne, le 26 décembre dernier. Selon des colombophiles, la bague de «Joe» serait fautive. Cet oiseau n'appartient pas à une race de pigeons élevée pour participer à des courses aux Etats-Unis. Il s'agirait d'un pigeon australien de la race des Tumbler turcs. «Ils ne sont pas élevés pour voler sur de longues distances, mais pour faire des figures dans les airs. Ce sont plutôt des oiseaux de spectacle», a expliqué à l'AFP Lars Scott de l'association chargée de sauver les pigeons à Melbourne. L'association américaine des pigeons de course a confirmé cette version sur Facebook. Selon elle, le propriétaire américain, auquel la bague permettait de remonter, a déclaré qu'il n'avait pas possédé «Joe». Le pigeon pourrait ainsi échapper au destin que le vice-Premier ministre australien Michael McCormack lui avait promis. «Si Joe est arrivé sans respecter nos mesures strictes en matière de biosécurité, alors pauvre Joe, soit tu rentres chez toi, soit tu fais face aux conséquences», avait-il déclaré à la presse.

20 minutes.fr

H O R O S C O P E

BELIER 21 mars - 19 avril Vénus mettra en vedette le secteur amour. Une telle configuration, l'une des plus prometteuses pour la vie amoureuse ne se reproduit pas souvent.	TAUREAU 20 avril - 20 mai Votre vie conjugale n'aura rien d'un long fleuve tranquille ! Les heurts et les frictions risquent de se multiplier avec votre conjoint.	GEMEAUX 21 mai - 21 juin Au programme : charme, séduction, tendresse et complicité. Offrez-vous des intermèdes à deux, un dîner aux chandelles.	CANCER 22 juin - 22 juillet Nette amélioration dans votre vie de couple. Résultat : même si tout risque de conflit n'est pas écarté, vous parviendrez de nouveau à communiquer.
LION 23 juillet - 21 août Votre vie conjugale sera riche en péripéties. Certains d'entre vous seront au bord de la rupture. Mais des événements imprévus et heureux.	VIERGE 22 août - 21 sept. Les relations conjugales ne seront pas mauvaises, pour la simple raison que vous serez mieux disposé que d'habitude.	BALANCE 22 sept. - 21 oct. Même si vous avez vécu dernièrement des moments privilégiés auprès de votre partenaire, vous ne commettrez pas l'erreur de croire que vous pouvez.	SCORPION 22 oct. - 21 nov. Votre vie de couple sera une priorité. Vous serez aussi amené à rejeter tout ce que vous avez vécu jusqu'à maintenant.
SAGITTAIRE 22 nov. - 21 déc. Si l'amour conjugal n'existait pas, vous seul réussiriez à l'inventer. C'est dire que vous vous révélez un as en la matière.	CAPRICORNE 22 déc. - 20 janvier Aucuns soucis du côté de la vie de couple. Solide et responsable, vous ferez en sorte que votre chéri(e) ne manque de rien.	VERSEAU 21 janv. - 18 février Saturne vous inclinera fortement à rentrer dans votre tour d'ivoire. Vous devrez donc absolument essayer de lutter contre votre tendance actuelle.	POISSONS 19 fév. - 20 mars L'amour conjugal brillera. Votre partenaire redoublera d'attentions et de gestes tendres à votre égard. Mais ne vous endormez pas sur vos lauriers.

PHARMACIES DE GARDE

Du Samedi 16 au Samedi 23 Janvier 2021

Any Koira	Dan Gao
As Samad	Air
Goroual	Cité Fayçal
Fassa	Nour
Gobi	Grand Marché
Les Jumelles	Espoir
Plateau 2	Renouveau
Ridwane	Tadjéjé
Château 1	Gaptchi
Des Camps	Arche
Sabo	Harobanda
Askia	Pop. Rive Droite
Kassaye	Pop. Hôpital (sauf les dimanches)
Cité Caisse	
Remède	

NUMEROS UTILES

Renseignements :	12
Réclamations:	13
SAMU:	15
Police Secours:	17
Sapeurs Pompiers :	18
Hôpital :	20 72 22 53
Médecins de nuit:	20 73 47 37

6ème édition du CHAN au Cameroun

Sortie capitale pour le Mena, jeudi prochain à Japoma

L'équipe nationale du Niger, le Mena A' ou version locaux, est en compétition depuis dimanche dernier à Douala dans le cadre de la 6ème édition du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2020) qui se joue en 2021 au pays de Samuel Eto'o Fils. Après le match nul de 0 but partout concédé face aux Chevaliers de la Méditerranée de la Libye, le Mena est en train de fourbir ses armes pour affronter jeudi prochain à 20 heures sur la magnifique pelouse du stade de Japoma, les Diables Rouges du Congo.

Depuis son quartier général établi à l'hôtel Akwa Palace au cœur de la capitale économique du Cameroun, le Mena sait qu'il n'a plus droit à l'erreur s'il désire réellement sortir de cette poule, pour continuer son aventure en terre camerounaise. L'entraîneur Harouna Doula et ses poulains savent qu'ils vont jouer jeudi prochain leur carte maîtresse au cours de cette confrontation contre le Congo. Ils savent qu'il n'y a pas dix mille calculs à faire. Il faut impérativement battre les Diables Rouges pour rejoindre la RD Congo qui trône seule à la tête de ce groupe B depuis son succès 1 but à 0 contre ces mêmes Diables Rouges. D'ailleurs, à l'issue du match contre les Chevaliers de la Méditerranée, Harouna Doula a prévenu ses adversaires que le Mena est venu à Douala pour aller le plus loin possible dans la compétition. A l'entendre parler, on comprend aisément que le Mena du Niger est venu rivaliser et titiller les plus grands. «Nous allons nous donner les moyens d'y arriver» a-t-il promis. Cette assurance de l'entraîneur du Mena se base certainement sur l'expérience de ses joueurs, sur leur talent, et surtout sur leur détermination à vaincre leurs adversaires. Au mois de janvier 2020,

à l'occasion du tournoi «TIFOCO» qui s'est déroulé à Kinshasa en prélude à la tenue du CHAN 2020, le Mena a livré une belle prestation contre les Diables Rouges du Congo et contre les Léopards de la RDC. Ce sont donc deux adversaires que les joueurs du Mena connaissent parfaitement. Et c'est pourquoi d'ailleurs ils entendent les affronter avec une bonne dose d'optimisme. Contre les Chevaliers de la Méditerranée dimanche dernier, l'équipe de Harouna Doula a péché au niveau de la pointe de son attaque. Le Mena a complètement dominé le jeu pendant toute la deuxième mi-temps sans parvenir à inscrire le moindre but. Que d'offensives ratées par les attaquants nigériens Djibril Goumay, Issa Ibrahim et Marou Ibrahim ! Le choix de Moumouni Darenkoum comme meilleur joueur de ce match par la CAF, ne doit pas nous faire perdre de vue que l'attaque du Mena a complètement passé à côté de son sujet pendant ce match : manque de rigueur offensive, hésitation dans les dernières passes, et trop de précipitation ont été les défauts constatés dans la charnière offensive du Mena. Contre les Diables Rouges du Congo, il faut assurément plus d'adresse devant



Une séquence du match Libye-Niger

les buts pour espérer remporter la partie. Harouna Doula est conscient de cela, et il s'attèle à régler sa machine offensive avant la sortie de jeudi prochain à Japoma. Réussira-t-il à dompter des Diables Rouges revanchards

après le triste sort qu'ils ont connu face à leurs frères ennemis de la RDC ? Toute la question est là.

● Oumarou Moussa
Envoyé spécial

AVIS DE PERTE

Avis est donné par Maître DJIBO Ibrahim, de la perte du Titre Foncier N° 906 de la République du Niger, au nom de Madame Paulette SERABIAN, portant sur la parcelle d'une rue supprimée incluse dans le plan de lotissement de la Mosquée de Niamey, d'une superficie de 05 ares 00 centiare.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de le déposer à l'Etude de Maître DJIBO Ibrahim, Notaire au Carrefour Maoureux, B.P. 11.120-Niamey- NIGER, Tél: 20.73.66.86-Fax: 20.73.61.10, ci-dessus indiquée ou à la Direction de la Fiscalité Foncière et Cadastrale à Niamey.

POUR AVIS LE NOTAIRE
Maître DJIBO Ibrahim

AVIS DE PERTE

Il est donné avis de la perte de l'Acte de Cession d'immeuble non- bâti de la parcelle N°P, de l'îlot 2638, du lotissement KIRKISSOYE, au nom de Monsieur BELKO DJIBRILLA.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer en l'Etude de Maître ISSIFI SEYNI Abdoul Karim, Notaire à Niamey, Boulevard du Gourma, Quartier Karadjé, Rive Droite, Immeuble Pharmacie Liptako.

Pour avis le Notaire
Maître ISSIFI SEYNI Abdoul Karim

LE SAHEL

Place du Petit Marché ;
BP 13182 Niamey (R. Niger)
Tél : 20 73 34 86/87 ; Télécopieur : 20 73 30 90
E-mail : onep@intnet.ne
Site web : www.lesahel.ne

Directeur de Publication
ZAKARI ALZOUMA COULIBALY

Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)
Directeur : Assane Soumana ; 20 73 99 86
Rédacteur en chef : Siradji Sanda
Rédacteur en chef Adjt: Souley Moutari
Secrétaire de Rédaction: Zabeirou Moussa
Rédacteur en chef en ligne: Oumarou Moussa

Direction Technique (DT)
Directeur: MAHAMANE HADI : 20 73 99 87
Réd. chef informatique adjt: Inoussa Oumarou

Direction Commerciale (DC)
Directeur: Inoussa Sadissou Samy : 20 73 22 43
Chef service Communiqué et Pub: Mme Wata Fassouma

Direction Administrative et Financière (DAF)
Directeur: MOROU HAMADOU 20 73 99 85
Chef service Recouvrement: M. Alzouma Harouna

Composition : ONEP
Tirage : 5000 exemplaires

MOTS

CROISES

du
LeSahel

HORIZONTALEMENT

- Train de la course - Triste groupe armé algérien;
- Résine - Machin;
- Long chemin à parcourir à pied - Met fin à la litanie;
- Institut où les calculs sont légion - Société américaine - Possessif;
- Pour désigner - Met de niveau;
- Le père de l'Oubangui-Chari qui n'en a pas vu l'indépendance (Initiale du prénom et Nom);
- Forme de pouvoir - Un équidé - Au dessus de;
- Troublé- Eau salée sucrée - Dieu égyptien;
- Fille de la rue- Lentilles;
- Meurent.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

SOLUTION DU

1. Prennent les devants;
2. Principal axe national - Le deuxième calife;
3. Etat de l'extrême-Orient - Porteuse de titres;
4. Mises au milieu du buste- Ville du Nigéria - En appui;
5. Enlevons;
6. Compartiments d'un meuble de classement;
7. Pour les infos au salon - Richesses;
8. S'oppose parfois à la force - Normale Sup'- Personnel réfléchi;
9. Impôt - Coriace ;
10. Occupant (un objet) pour un usage exclusif.

numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	M	Y	T	H	O	L	O	G	I	E
2	I		U	I		U	R	I		X
3	T	H	E	T	A		B	R	A	H
4	R	A	U		R	H	O			U
5	A		R	U	M	E	N		P	M
6	I	H		S	E	C		A	R	A
7	L	U	C		R		H	U	I	T
8	L	I	O	N		R	U		X	I
9	E	L	U		B	A	I	L		O
10	R	E	P	R	E	S	S	I	O	N